



La Personnalité de la semaine
Julie Payette
page A10

L'été

J'ai 100 ans...
qu'est-ce que
je fais?
page B1

Sports
Villeneuve
partira de la
sixième place
page S6



Baseball
4
6
pages S7

Carnage en Irlande du Nord

L'attentat meurtrier d'Omagh menace le processus de paix



Des pompiers et des policiers inspectent les lieux, peu après l'explosion d'une puissante bombe à Omagh.

AFP, AP
OMAGH (Irlande du Nord)

L'explosion d'une voiture piégée a fait au moins 26 morts et plus de 100 blessés hier après-midi dans la petite ville d'Omagh, devenue le théâtre du pire carnage depuis 29 ans en Ulster, où la paix a été officiellement signée voici quatre mois.

Le carnage a entraîné la condamnation unanime des responsables politiques britanniques et irlandais, de même que du président Clinton et du président Chirac de France.

À défaut de revendication, les soupçons se sont immédiatement portés sur « l'IRA véritable », la plus récente et la plus puissante des trois dissidences de l'IRA opposées à la formule de paix. Le groupuscule, né à l'automne 1997, a revendiqué un attentat similaire

ayant fait 35 blessés légers voici quinze jours à Banbridge. À ce jour en revanche, tous les groupes paramilitaires protestants respectent un cessez-le-feu.

Selon la police, la déflagration est survenue à 15 h 10 locales alors que de nombreux habitants catholiques et protestants de cette ville « mixte » de 45 000 habitants, située au centre de l'Ulster, effectuaient des achats. Hier soir, les sauveteurs fouillaient encore les débris d'un immeuble, à l'aide

notamment d'une grue, laissant présager un bilan plus lourd.

Au moins quinze femmes et plusieurs enfants, dont un bébé de 18 mois et un jeune Espagnol, figurent au nombre des morts. La police n'exclut pas que d'autres ressortissants espagnols soient parmi les victimes.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un interlocuteur anonyme a appelé 40 minutes avant le drame, mais en situant le lieu où était censé se trouver la bombe à quelque 350 mètres de l'endroit où elle a effectivement explosé. De sorte que de nombreuses victimes ont été dirigées par la police vers l'engin de mort, en croyant se mettre à l'abri.

Le chef de la police d'Ulster, Ronnie Flanagan, a soupçonné les terroristes d'avoir délibérément

Voir **CARNAGE** en A2

Les dissidents micmacs sont fortement armés

ANDRÉ PEPIN
POINTE-À-LA-CROIX, Gaspésie

Le groupe micmac de Gary Metallic, qui paralyse toujours la circulation et l'activité économique en Gaspésie, est fortement armé, croit la direction de la Sûreté du Québec, qui refuse net d'intervenir maintenant pour éviter que le conflit ne se propage. Ce sont des spécialistes du Service des renseignements qui informent le gouvernement Bouchard d'heure en heure sur la gravité de la situation.

Les armes tenues par les autochtones lors du conflit d'Oka, des AK-47 notamment, sont toujours accessibles, croit la police. Une douzaine d'enquêteurs du Service des renseignements de la SQ sont d'ailleurs sur place, à Restigouche, pour analyser les appuis des réserves extérieures. Ils accumulent les renseignements, principalement sur la présence des étrangers illégaux dans la réserve.

« Il y a au moins quatre policiers autochtones de la région de Montréal qui sont venus en renfort à la

brigade autochtone de Restigouche, un signe évident de la présence d'autochtones étrangers dans la réserve », confiait hier soir à La Presse un policier en autorité à la SQ. « Nous savons par ailleurs que des agitateurs autochtones étrangers à la réserve, venus de Montréal et du Nouveau-Brunswick, séjournent dans la réserve. Le conflit va se régler de l'intérieur », a ajouté le policier interrogé.

Il est encore impossible pour les journalistes d'obtenir un bilan exhaustif de l'intervention des autres réserves, notamment de la région de Montréal. Mais le Service des renseignements confirme à La Presse que des autochtones de la région de Montréal ont pris part à ce conflit, ce qui inciterait notamment le premier ministre Bouchard à la plus grande prudence.

Metallic, le chef des dissidents, lui-même un entrepreneur en construction, a depuis longtemps libre accès aux réserves de dynamite, comme la loi le permet, ce qui

Voir **DISSIDENTS** en A2

La motomarine pas toujours bête

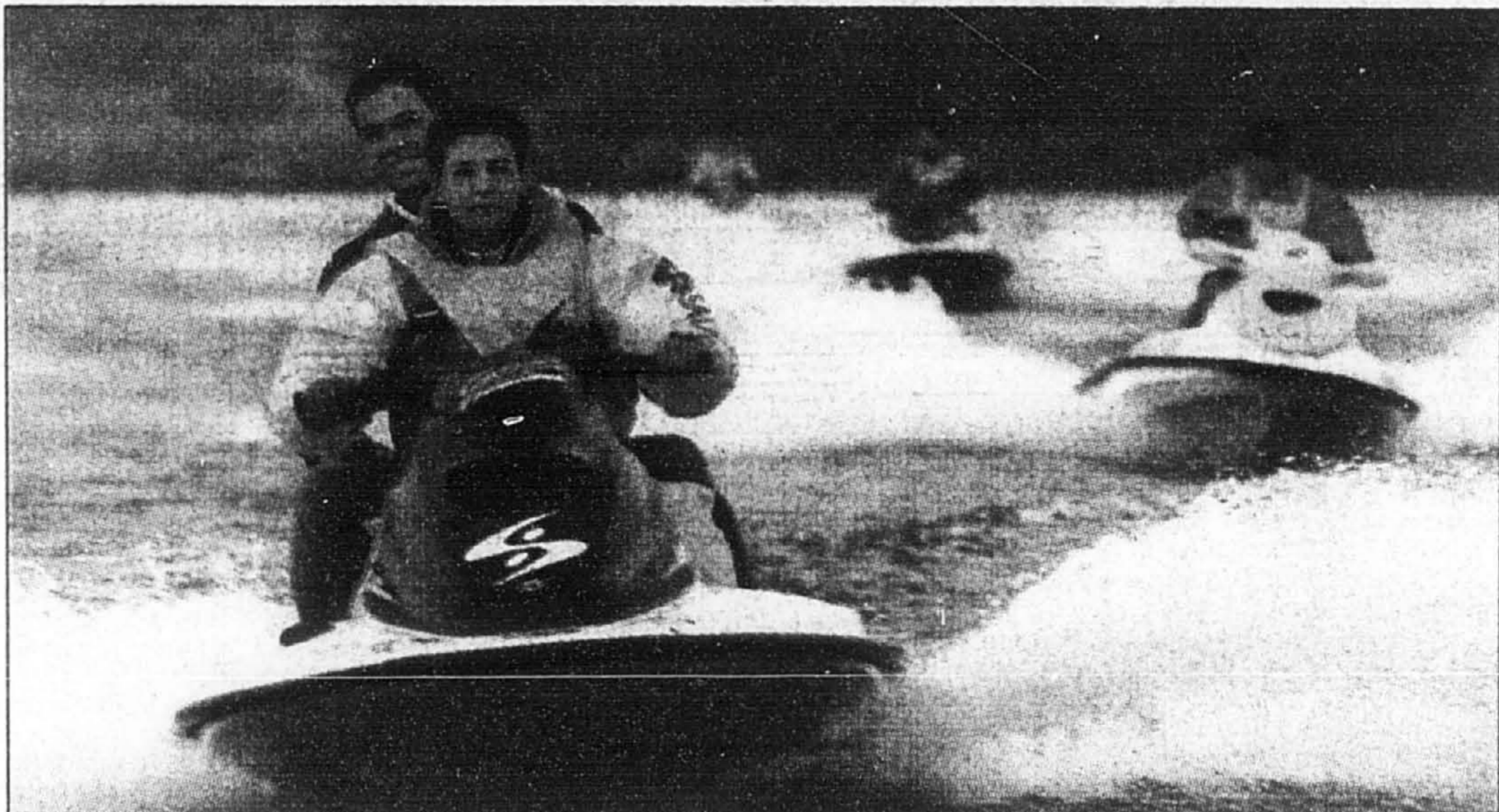


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

La motomarine n'est pas nécessairement un engin démoniaque. Utiliser de façon logique, l'embarcation permet à son utilisateur de faire d'agréables randonnées nautiques lors des belles journées de l'été. La Société de Sauvetage, un organisme voué à la sensibilisation des gens à l'importance de la sécurité sur les plans d'eau, organise, depuis le début de l'été, des randonnées en motomarines, afin de démontrer qu'il y a mieux à faire que de tourner en rond sur un lac en empoisonnant l'existence des riverains. À lire en page A-4.

Des condos à la place du Loblaws?

ISABELLE HACHEY

Quoi qu'en dise le maire de Montréal, Pierre Bourque, il existe bel et bien un projet de développement résidentiel dans la cour Papineau, ce terrain vague du Plateau Mont-Royal convoité par le géant de l'alimentation Loblaws.

La compagnie Habitat Chambord a déposé un projet de construction de condos et de maisons au Service d'urbanisme, en avril, versant du même coup quelques milliers de dollars à la Ville afin d'obtenir un changement de zonage, selon le promoteur de l'entreprise, Jean Boucher.

Voir **CONDOS** en A2

Hillary dans la tourmente

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

La jeune avocate s'appelait Hillary Rodham. À peine sortie de la faculté de droit de Yale, elle s'était trouvée un emploi au sein de la commission responsable de l'impeachment du président des États-Unis. Mais, le 9 août 1974, Richard Nixon mit fin à cette expérience exaltante en démissionnant.

Après le dénouement de la crise du Watergate, Hillary Rodham aurait pu rester à Washington et se mettre au service d'un politicien prometteur. Elle aurait pu accepter un poste dans un grand bureau d'avocats et faire de l'argent. Mais elle choisit de partir pour un État des plus obscurs, l'Arkansas. Un ami intime rencontré à Yale, Bill Clinton, y brigait un siège à la Chambre des représentants.

En cette fin d'été 1974, Clinton était déjà tout sauf l'homme d'une seule femme. Le politicien en herbe faisait campagne dans un district situé dans le nord-ouest de son État natal. Il avait des



La Presse
à
NEW YORK

plus solide. Malgré tout. Comment est-ce Dieu possible?

L'histoire de la campagne de 1974, dont les détails se trouvent dans la précieuse biographie de Bill Clinton, *First in His Class*, du journaliste David Maraniss, illustre bien la nature complexe du lien qui unit la première dame des

petites amies dans plusieurs villes. Et l'arrivée de sa blonde de Yale ne diminua en rien sa libido. Quand Hillary Rodham mettait les pieds quelque part, le coordonnateur de la campagne de Clinton, Paul Fray, était souvent obligé de chasser une des copines du candidat par la porte arrière.

Clinton perdit l'élection, mais gagna une partenaire qui est encore aujourd'hui son alliée la

plus solide. Malgré tout. Comment est-ce Dieu possible? États-Unis au président. Depuis le tout début, Hillary Rodham Clinton est confrontée aux infidélités du petit gars de Hot Springs. En 1989, au cours d'une période particulièrement éprouvante, elle a même évoqué la possibilité du divorce avec des proches, selon Maraniss. Mais elle est restée aux côtés de son mari.

Était-elle encore amoureuse de lui? Ou a-t-elle froidement décidé de continuer un mariage qui lui donnait accès au pouvoir? Neuf ans plus tard, dans la foulée de l'affaire Monica Lewinsky, les Américains se posent encore les mêmes questions. Neuf ans plus tard, les réponses catégoriques sont toujours aussi rares. Une seule chose, en fait, est certaine: quelle que soit la nature de sa relation avec son mari, Hillary Rodham Clinton a toujours joué un rôle crucial dans les crises auxquelles celui-ci a été confronté au cours de sa carrière.

Voir **HILLARY** en A2

Autre texte en page A8

503

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces C4 à C8
- Index C4
- Immobilier C4, C5
- Marchandises C5
- Emplois C5, C6
- Automobile C6 à C8

- affaires C8
Arts et spectacles B5 à B8
- horaire spectacles B8
- horaire télévision B6
Bandes dessinées C6
Décès C9

Êtes-vous observateur C4
Génies en herbe B9
Feuilleton C7
Horoscope C5
Laporte Stéphane A5
Le bridge C7

Le monde A8
Loteries A7
Politique C8A
Mots croisés B9
Sciences C10
Têtes d'affiche A6

Tabloïd Sports
- Réjean Tremblay S3

SANTÉ

À chaque pied sa chaussure
- Cahier C

MÉTÉO

Généralement ensoleillé.
Max. 27, min. 17
Cahier Sports, page 16



Y a rien que du
AU
/ ce veut le déplacement!
AUTOROUTE 20, SORTIE 138
Sainte-Rosalie (450) 799-5522
Montréal (514) 866-9691
Sans frais 1-800-363-1336
LIVRAISON GRATUITE

GL GERMAIN LARIVIÈRE

Suites de la une

Carnage en Irlande du Nord

CARNAGE / Suite de la page A1

donné « une alerte totalement erronée » pour faire un maximum de victimes.

Selon des témoins, les mourants et les blessés, parmi lesquels une jeune femme aux deux jambes arrachées et un enfant à la jambe sectionnée, ont été transportés dans une atmosphère de panique à bord de bus, de voitures, par hélicoptères, mais aussi sur des planches ou même des portes. L'hôpital d'Omagh a été submergé et des médecins et infirmières de toute la province ont été appelés à la rescousse.

Il faut remonter à août 1979 pour trouver un attentat d'une ampleur comparable en Irlande du Nord. Dix-huit soldats avaient alors péri dans l'explosion d'une bombe déposée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

« L'IRA véritable » dénoncée comme une

trahison la stratégie de compromis suivie par l'IRA. Elle est en cela imitée par l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA), apparue en 1975, et par le CIRA (IRA de la continuité), qui s'est peu manifesté ces derniers mois.

L'attentat porte un coup très sérieux au processus de paix conclu en avril dernier et entériné par plus de 70 % des habitants. Mais les réactions des gouvernements de Londres et Dublin, co-parrains du processus de paix, des deux églises, des politiciens locaux et de la reine Elizabeth ont été unanimes pour dénoncer l'acte « barbare ».

En vacances en France, Tony Blair a immédiatement condamné cet acte « d'une épouvantable sauvagerie » en s'empressant d'ajouter à l'intention des responsables du carnage qu'il ne « les laisserait pas gagner ».

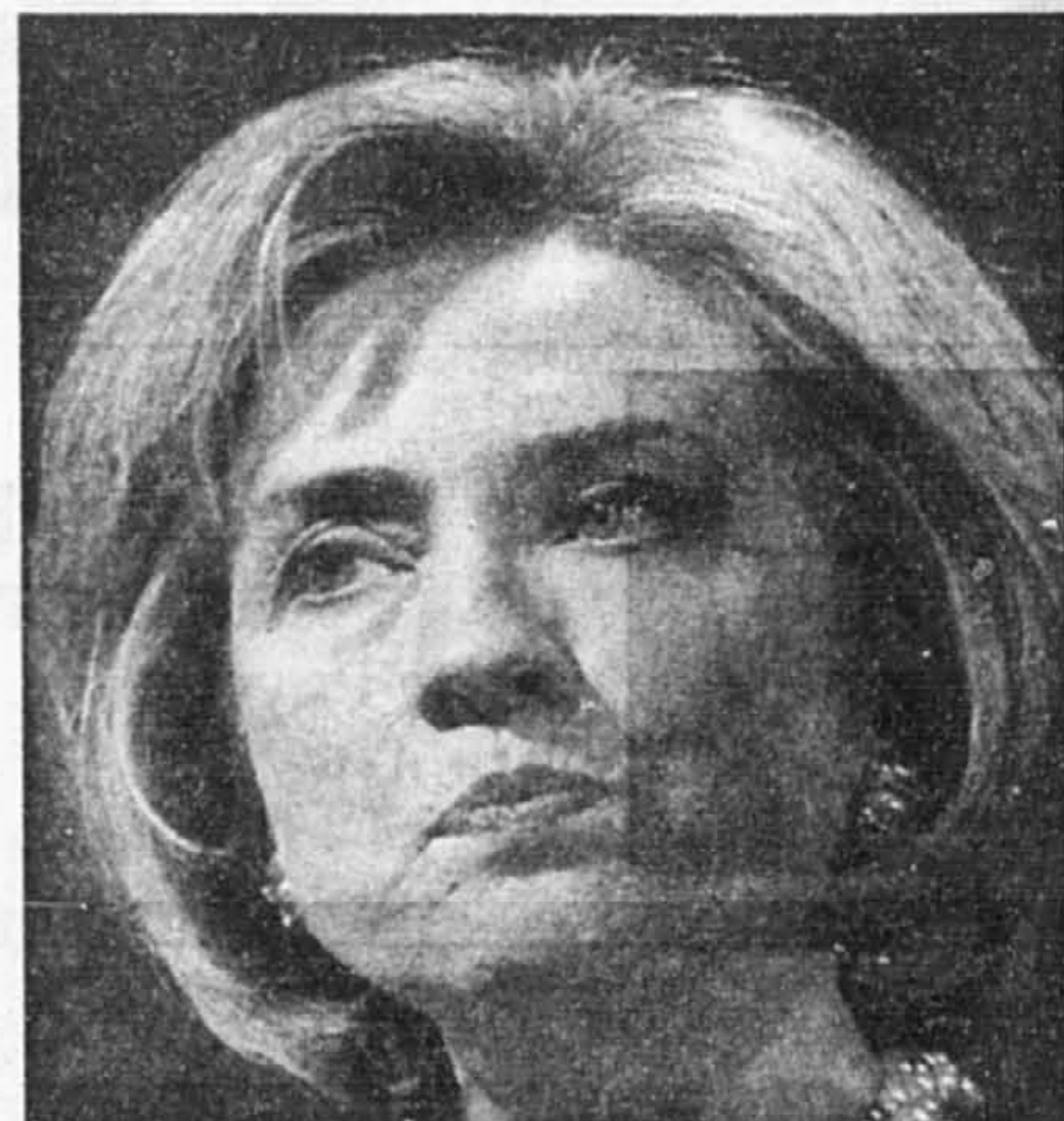
En Irlande du Nord, les protestants, dont tous les groupes armés sont officiellement en

cessez-le-feu, s'en sont pris à l'IRA et à son aile politique, le Sinn Fein. « Cette bombe n'aurait jamais pu être confectionnée et mise à feu si l'IRA/Sinn Fein avait rendu ses armes », a affirmé le premier ministre protestant d'Irlande du Nord, David Trimble.

Le Sinn Fein a pourtant condamné « sans réserve » l'attentat. « Je suis totalement horrifié », a déclaré le président du Sinn Fein, Gerry Adams.

Bill Clinton a, pour sa part, renouvelé son soutien au processus de paix. Cet attentat vise « à détruire les aspirations à la paix et à la réconciliation », a déclaré M. Clinton qui a appelé les parties signataires de l'accord à « redoubler leurs efforts » pour mettre un terme à cette violence.

Un porte-parole de la Maison-Blanche, Peter Crowley, a affirmé toutefois que cet attentat ne modifierait pas la visite d'un jour du président Clinton prévue pour le début du mois de septembre en Irlande du Nord.



Hillary dans la tourmente

HILLARY / Suite de la page A1

En 1980, Bill Clinton était à ramasser à la petite cuillère après être devenu, à 34 ans, le plus jeune ex-gouverneur de l'Arkansas. C'est sa femme qui a orchestré son retour à la politique en s'assurant la collaboration de Dick Morris, un stratège politique formé à l'école de Machiavel.

Lors des présidentielles de 1992, c'est encore elle qui a sauvé la peau de son mari en se présentant à ses côtés à l'émission *60 Minutes* pour répondre aux questions humiliantes entourant l'affaire Gennifer Flowers. En janvier dernier, elle reprenait le même rôle devant les caméras de l'émission *Today* en imputant l'enquête du procureur indépendant Kenneth Starr à un « vaste complot de la droite ».

Mais Hillary Rodham Clinton ne défend pas seulement son mari dans l'affaire Lewinsky. Elle tente aussi de préserver sa propre dignité en tant que première dame, en tant que mère, en tant que professionnelle. Sa loyauté n'est pas celle de Tammy (*Stand by Your Man*) Wynette. C'est celle d'une femme moderne qui ne veut surtout pas s'en laisser imposer par les tenants d'une droite qui voudraient la voir prostrée, humiliée, muette.

Hillary Rodham Clinton pourrait bien être le seul personnage à sortir de l'affaire Lewinsky la tête haute. Selon les sondages des dernières semaines, sa popularité est plus grande que jamais. Partout où elle va, elle est accueillie par des foules enthousiastes, au sein desquelles les femmes sont majoritaires. S'il y a là un mouvement de sympathie évident, il tient moins de la pitié que de la solidarité.

« You Go Girl », pouvait-on d'ailleurs lire sur une pancarte brandie par une femme à l'occasion d'une visite récente de l'épouse du président dans l'État de New York.

Impossible de ne pas faire un lien entre ce message d'encouragement et le phénomène du *girl power* faisant rage dans le monde anglo-saxon. Hillary Rodham Clinton est une héroïne moderne, comme le sont, à leur façon, les musiciennes du Lillith Fair, les joueuses de basketball de la WNBA, les Ally McBeal de la télévision, les Bridget Jones de la littérature.

Mais la victoire est loin d'être acquise. S'il s'avérait qu'un président a eu une liaison adultère à la Maison-Blanche, le peuple américain « devrait certainement s'en inquiéter », a déclaré Hillary Rodham Clinton lors de sa fameuse entrevue de janvier dernier à l'émission *Today*.

Et d'ajouter, en faisant allusion à l'affaire Lewinsky : « Si tout ça était prouvé, ce serait une faute très sérieuse. Mais ça ne sera pas prouvé. Je pense qu'on trouvera autre chose. »

Voeu pieux ? La réponse ne saurait tarder.

Les dissidents micmacs sont fortement armés

DISSIDENTS / Suite de la page A1

ne manque pas d'inquiéter les autorités.

Le conseil de bande, légalement élu, compte de son côté une dizaine de policiers autochtones qui, eux aussi, refusent d'intervenir énergiquement. Le Service des renseignements de la SQ a pu déterminer, au cours des derniers jours, que plusieurs membres du corps policier autochtone de Restigouche ont dû faire face à des accusations criminelles au cours des dix dernières années.

Ce boucan gaspésien se poursuit donc sans intervention policière directe. Les barracades ont par ailleurs été renforcées hier, avec l'ajout de nouveaux tas de terre, pendant que des dissidents génaient la circulation ferroviaire dans la réserve.

Aux barricades dressées, *La Presse* a pu constater, encore hier, que les dissidents portent tous à la ceinture de longs couteaux de chasse ou encore des hachettes qui invitent au respect. Ces couteaux et hachettes, de toute évidence, sont des moyens de pression pour tenir les autorités à l'écart.

Du côté du gouvernement

Les travailleurs de la région ont par ailleurs été rassurés hier par la venue d'un porte-parole de la Sécurité publique, M. Réjean Thériault qui, en présence du député de Bonaventure Marcel Landry, a annoncé une distribution de chèques pour demain matin. Les ouvriers de la scierie GDS toucheront donc dès maintenant 75 % de leur salaire, une portion non imposable et non saisissable, a précisé M. Thériault.

La compensation financière, rappelons-le, atteindra 90 %, une fois que tous les formulaires seront acheminés. Un contentieux persiste cependant puisque ces travailleurs ont également droit à l'assurance-emploi. Des discussions vont se poursuivre à ce sujet au cours des prochains jours entre les deux gouvernements et les instances syndicales de la FTQ, a-t-on précisé hier à une réunion d'information tenue à Pointe-à-la-Croix.

Une autre rencontre est prévue aujourd'hui pour renseigner les commerçants et industriels de la région, concernant les réclama-

tions possibles. Le gouvernement du Québec prévoit verser quelque 400 000 \$ par semaine à cette région de la Gaspésie, selon le décret adopté par le Conseil des ministres, mercredi dernier.

Le groupe des *Metallic* laissait par ailleurs courir la rumeur, hier soir, voulant que l'accès à la scierie GDS soit accessible aux travailleurs, dès demain matin, mais il est toujours impossible de faire confirmer ce genre d'information. Les journalistes sont constamment manipulés par des informations contradictoires.

Le chef élu Ronald Jacques doit pour sa part tenir une réunion de son conseil lundi, pour faire le point sur la situation. Le conseil de bande sera alors appelé à accepter l'entente intervenue la semaine dernière avec Québec.

Le député péquiste Marcel Landry, lui, a de nouveau fait appel au calme des citoyens, hier, disant espérer « un règlement pacifique de ce conflit ». M. Landry dit déplorer les effets néfastes de ce conflit sur « une activité touristique record remarquée cette année dans la région ».

Des condos à la place du Loblaws

CONDOS / Suite de la page A1

Jeudi, le maire Bourque a pourtant déclaré en assemblée municipale qu'il n'y a eu « aucun projet de dépôt à la Ville à ce jour ». Du même souffle, il s'est engagé à ce qu'un plan particulier d'urbanisme soit élaboré « en concertation avec le milieu » au cours des prochains mois.

La possible construction d'un supermarché Loblaws dans la cour Papineau, situé au nord du parc Laurier, a provoqué un tollé parmi les commerçants et les résidents du quartier. Jeudi, après que *La Presse* eut fait état de négociations entre Loblaws et Canadien Pacifique (CP), propriétaire de la majeure partie du terrain, les candidats à la mairie ont tous fait connaître leur opposition au projet. L'ancien maire Jean Doré avait d'ailleurs organisé un point de presse dans la cour Papineau... devant la roulotte de promotion d'Habitat Chambord.

Dans sa roulotte, Jean Boucher, un peu

hébété, observait le brouhaha causé par les caméras de télévision massées devant un Jean Doré manifestant toute sa désapprobation à la venue d'un Loblaws dans le quartier. C'est ainsi que M. Boucher a compris pourquoi tout semble bloqué depuis quelques semaines. « On était très avancés dans nos négociations avec le CP. Un moment donné, on a compris qu'il y avait un autre joueur. Maintenant, je sais de qui il s'agit », dit-il.

Le projet d'Habitat Chambord comprend près de 400 condos et maisons, un parc, un muret anti-bruit longeant la voie ferrée et le prolongement des rues Marquette, Garnier, Chambord et de Lanaudière. Les prix des habitations seraient légèrement inférieurs à ceux qui ont cours sur le Plateau, selon M. Boucher. « On est un peu surpris du projet de Loblaws, dit-il. On était tellement certain que ça fonctionnerait, parce que c'est un projet sur lequel on travaillait depuis plusieurs mois. Demain matin, on pourrait se mettre à

vendre si on le pouvait. Mais notre roulotte ne sert à rien actuellement. »

Près de 80 % de la superficie de la cour Papineau appartient au CP. Une demi-douzaine de petits propriétaires possèdent le reste du terrain. Habitat Chambord a obtenu une option d'achat auprès de deux d'entre eux, mais pas avec le CP. Selon la conseillère municipale Louise Roy, le directeur du Service d'urbanisme, Pierre Ouellet, aurait mentionné que le projet de développement résidentiel ne se concrétiserait pas au profit de l'implantation probable d'un Loblaws, lors d'une récente tournée du maire Bourque dans le quartier.

Au Service d'urbanisme, la porte-parole Odile Chevrolat confirme que le projet d'Habitat Chambord a bel et bien été déposé. Mais elle ajoute qu'il est à « un stade très préliminaire », et que les fonctionnaires doivent attendre que les promoteurs complètent leur dossier avant de se prononcer. Mme Chevrolat indique toutefois que ce projet de développement résidentiel n'a pas été refusé.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par : *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650

Port de retour garanti. (USP5003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 6-1-3

à quatre chiffres : 5-9-9-6

6/49: 12-13-15-37-41-49 Compl.45

avec extra: 391421

Qc.49: 5-9-12-36-42-48 Compl.1

INSOLITE

Un python au pied de son lit

Antonis Antonio, un Grec de 38 ans, s'est levé hier pour trouver un python de trois mètres et demi endormi dans sa chambre, en plein centre d'Athènes. Effrayé, le reptile non venimeux a rampé jusqu'à la cuisine où il s'est caché dans un placard avant d'être capturé par la police avec l'aide du directeur d'un spectacle de serpents. Ni Antoniou ni la police n'ont fourni d'explications sur la provenance du python, mais les journaux grecs ont émis l'hypothèse d'un voisin qui serait parti en vacances pour l'Assomption, contraignant son encombrant protégé à partir en quête de nourriture.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Nissan Sentra : une voiture sous-estimée

La Nissan Sentra a connu une carrière plutôt effacée depuis sa refonte en 1996. Pourtant, comme le constate notre chroniqueur Denis Duquet, cette sous-compacte est une berline dont la fiabilité n'est pas à mettre en cause et qui se prête bien aux corvées de la vie de tous les jours. En plus de revoir les qualités et défauts de la Sentra 98, découvrez ce que Nissan nous propose pour l'an 2000. À lire dans le cahier automobile de lundi.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Souhaitez-vous que les prochaines élections provinciales aient lieu cet automne ?

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, propose de s'attaquer à la sécurité d'emploi dans la fonction publique, pour favoriser l'embauche des jeunes. Êtes-vous d'accord avec lui ? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 46%
Non: 54%

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Pourquoi j'aiderais

OXFAM ?

L'urgence de la situation appelle votre don :

1-888-693-2697

ou (514) 937-1614

OXFAM-QUÉBEC

7 jours par semaine

Pour porter SECOURS
aux populations menacées du

Sud-Soudan

OUI, je veux que mon don serve à

Urgence-Soudan

Je paie par chèque ou mandat postal

à l'ordre de : OXFAM-QUÉBEC

ou par Visa- OXFAM Visa Master Card

No. de la carte

Date d'expiration

Signature

Date

OXFAM-QUÉBEC émet un reçu d'impôt pour tout don de 10 \$ et plus.

No. d'enregistrement : 11907 5091 RR0001

Prénom

Nom

Adresse

Ville

Code postal

MERCI de nous envoyer votre don et ce coupon dûment rempli à: OXFAM-QUÉBEC, 2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal (QC) H3J 2Y2

■ L'emploi de cet adjectif au sens de à bâtons rompus, exploratoire, familial, intime, non officiel, officieux, privé, sans cérémonie, de sport vient de l'adjectif anglais *informal*. Comme on le

voit, les synonymes ne manquent pas.

- Une conversation à bâtons rompus.
- Une réunion exploratoire.
- Une rencontre intime.
- Une démarche officieuse.
- Un repas sans cérémonie.
- Une tenue de sport.

Paul Roux

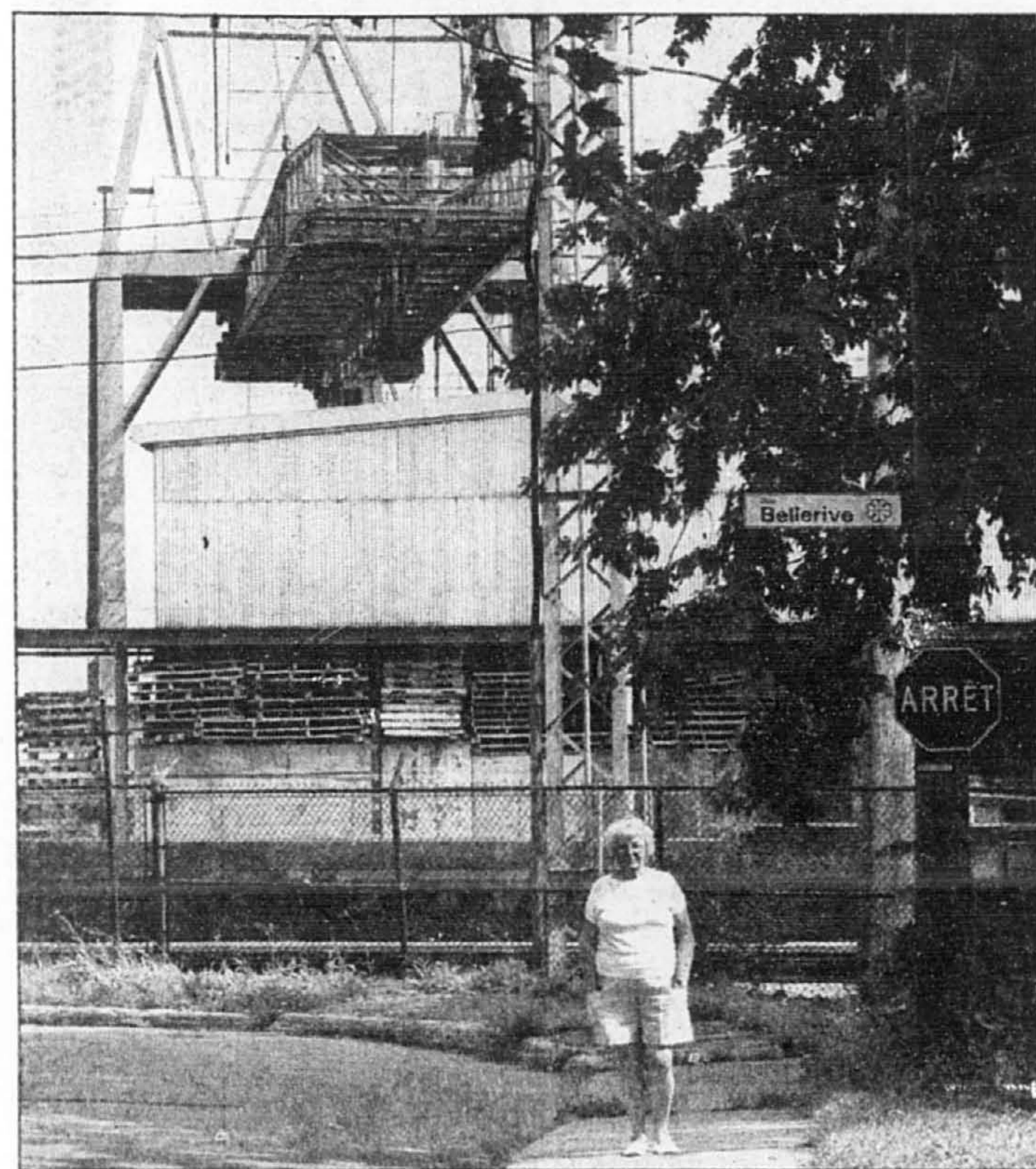


Le Lexique des difficultés du français dans les médias

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

La fin d'un purgatoire pour les propriétaires des rues Caty et Bruneau



Marie-Thérèse Mayer compte retirer le recours collectif de 4,5 millions qu'elle a intenté avec un groupe de propriétaires seulement quand une série de conditions seront satisfaites.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

MARIE-CLAUDE GIRARD

Marie-Thérèse Mayer est tellement sûre d'être enfin expropriée qu'elle a commencé à remplir des boîtes, 24 heures à peine après que le ministre Robert Perreault eut annoncé que Québec participerait à une entente tripartite d'expropriation.

Pour la dame de 67 ans, comme pour la quarantaine de propriétaires des petites rues Caty et Bruneau, dans l'est de Montréal, la nouvelle entente signifie la fin d'un purgatoire bruyant et pollué dans un quartier qui a été peu à peu encerclé par le Port de Montréal.

Le Port a accepté au début du mois de verser 4,6 millions. Par le Fonds de développement de la métropole, Québec investira le même montant. La Ville de Montréal déboursa quant à elle 5,8 millions. Au total, les 15 millions serviront à l'acquisition des terrains, à la démolition, à l'enlèvement des infrastructures et au déménagement d'un édifice du service de prévention des incendies, rue Notre-Dame.

Pour sa part, Mme Mayer compte retirer le recours collectif de 4,5 millions qu'elle a intenté avec un groupe de propriétaires seulement quand une série de conditions seront satisfaites. « On ne veut pas être expropriés en l'an 2000 ! »

D'abord, la Ville doit adopter en septembre le décret d'expropriation et faire parvenir des avis. Elle devra aussi produire un échéancier et faire connaître les principes de fixation des indemnités, en accord

avec les conditions établies cet été par les propriétaires. Finalement, les partis devront régler les frais judiciaires liés au recours collectif.

Ainsi, la prise de possession devrait avoir lieu au début de 1999. Certains résidents pourraient obtenir un délai jusqu'en juillet pour faciliter le déménagement, note Mme Mayer. Le Port et la Canadian Gypsum Corp, qui envisagent un important projet d'expansion, se sont engagés à faire l'acquisition de terrains si le recours collectif est retiré. Une partie des dépenses de la Ville seront ainsi remboursées.

Quand Marcel Mayer a commencé à construire sa maison, il y a 47 ans, les résidents gardaient leur chaloupe dans la cour. Il ne se doutait pas que le quartier allait devenir la zone de manutention la plus active du port de Montréal. Il y a eu d'abord la construction du pont-tunnel dans les années 60, au cours de laquelle la plus grande partie du village de Longue-Pointe a été rasée. Puis l'arrivée de la compagnie de gypse, juste à côté, et l'installation du parc de conteneurs CAST. « L'enfer a commencé en 85-86, quand le port a exproprié deux rues pour céder les terrains à la CAST », raconte Mme Mayer.

Tous les jours ou presque, il faut vivre avec le bruit des trains, des camions, du déchargement des navires; la poussière de gypse ou d'autres matériaux en vrac qui s'accumulent sur les fenêtres et les terrains. « Un hiver, on est rentrés chez nous et la cours était orange. »

Mme Mayer a passé douze ans à

se démener auprès de trois paliers de gouvernement. Au départ, le comité qu'elle a fondé avait pour but d'améliorer la qualité de vie des résidents. Puis, en 1994, on s'est rendu à l'évidence. « Le port n'allait pas déménager. »

Les locataires expropriés devraient recevoir trois mois de loyer et un remboursement pour les frais liés au déménagement, selon Mme Mayer. Pourtant, certains locataires, comme Isabelle Lépine, son conjoint et ses deux enfants sont mécontents de devoir déménager. Où vont-ils trouver un quatre et demi avec cour pour aussi peu que 285 \$? Dans un tel environnement, les propriétaires ne peuvent louer à bon compte.

Derrière leur revêtement d'aluminium, quelques édifices des rues Caty et Bruneau cachent des spécimens de maisons ouvrières datant de 1850 et 1860, rapporte David Hanna, d'Héritage Montréal. Avant que le couvent Saint-Isidore ne soit démolé, l'organisme de défense du patrimoine estimait qu'il était possible de donner une nouvelle vie au secteur. Aujourd'hui, il semble que ce soit peine perdue.

Pendant deux mandats, Jean Doré a promis de faire quelque chose pour nous, dit Mme Mayer. Quand le maire Bourque a dit la même chose, les propriétaires ont « sorti les violons ». Mais il a réussi à réunir les partis, ajoute-t-elle. « Demandez-moi pas pour qui je vais voter aux prochaines élections. »

L'Accueil Bonneau utilise la vente-débarras pour tout vider

CHRISTIANE DESJARDINS

Des chaises à trois dollars, des tables à 10 \$, de la vaisselle à trente sous pièce, ça faisait l'affaire des nombreux coureurs d'aubaine qui se sont rendus hier à la première journée de la vente-débarras de l'Accueil Bonneau, dans le Vieux-Port.

« Notre objectif en fin de semaine, ce n'est pas d'amasser tel ou tel montant d'argent. C'est de se débarrasser de tout ce qu'on peut... », lance en riant Lucie Bouliane, responsable de l'entrepôt et de la vente débarras.

De fait, l'élan de générosité du public après l'explosion qui a soufflé l'Accueil Bonneau en juin dernier a été tel, que le vaste entrepôt mis à la disposition de l'institution pour stocker les dons, le hangar numéro dix du Vieux-Port, s'est vite retrouvé rempli du plancher au plafond.

« Vous auriez dû voir ça, c'était plein à craquer. Ça rentrait par gros camions et tout était péle-mêle. On ne savait plus où mettre les choses.

Maintenant, il faut tout vider, parce qu'ils doivent commencer à démolir l'entrepôt le 28 août. »

Parmi les dons se trouvaient beaucoup d'objets dont l'Accueil n'aura pas besoin, et c'est ce qui était à vendre hier. Pour les besoins de la cause, une trentaine de bénévoles se sont transformés en vendeurs. C'est le cas de Roméo Fredette, 74 ans, technicien en génie civil à la retraite, qui fait du bénévolat depuis cinq ans pour l'Accueil Bonneau. Hier, il était affecté à la section des gros meubles.

« Ça va bien, de dire M. Fredette. J'ai pas mal de choses qui sont parties, et ça ne barguine pas trop. »

William Boomer, lui, était bien fier de la chaise de bureau qu'il a obtenue pour trois dollars. « C'est un bon prix, et j'en avais besoin pour mon ordinateur », a-t-il commenté, l'air satisfait, pendant que son copain était justement en train de « négocier » un ordinateur. Sans doute pas de la dernière génération, l'ordinateur, mais bon, pour

quelques dollars, on ne peut pas demander le nec plus ultra...

Soeur Nicole Fournier, directrice de l'Accueil Bonneau, a indiqué que la campagne de financement allait bon train et que 1,6 million de dollars ont été amassés jusqu'ici. Le spectacle-bénéfice d'humour présenté la semaine dernière aux Deux-Pierrots, dans le Vieux-Montréal, a fait un tabac, et la moitié des billets pour l'autre spectacle-bénéfice, le 24 août au Théâtre Saint-Denis, se sont déjà envolés.

Par ailleurs, la construction du nouvel édifice de l'Accueil Bonneau est commencé.

« Ils ont coulé le premier étage vendredi, d'expliquer Lucie Bouliane. Nous devons sortir du Marché Bonsecours le 15 octobre, et le contracteur nous a promis que notre salle à manger serait prête pour cette date. D'ailleurs, il a l'air tellement sûr de son coup qu'il a déjà pris des arrangements avec le Saint-Hubert BBQ pour le 15 », conclut-elle en riant.

La vente de l'Accueil Bonneau se termine aujourd'hui.



D'heureux clients profitent immédiatement de leurs achats.

PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Montréal vu par...

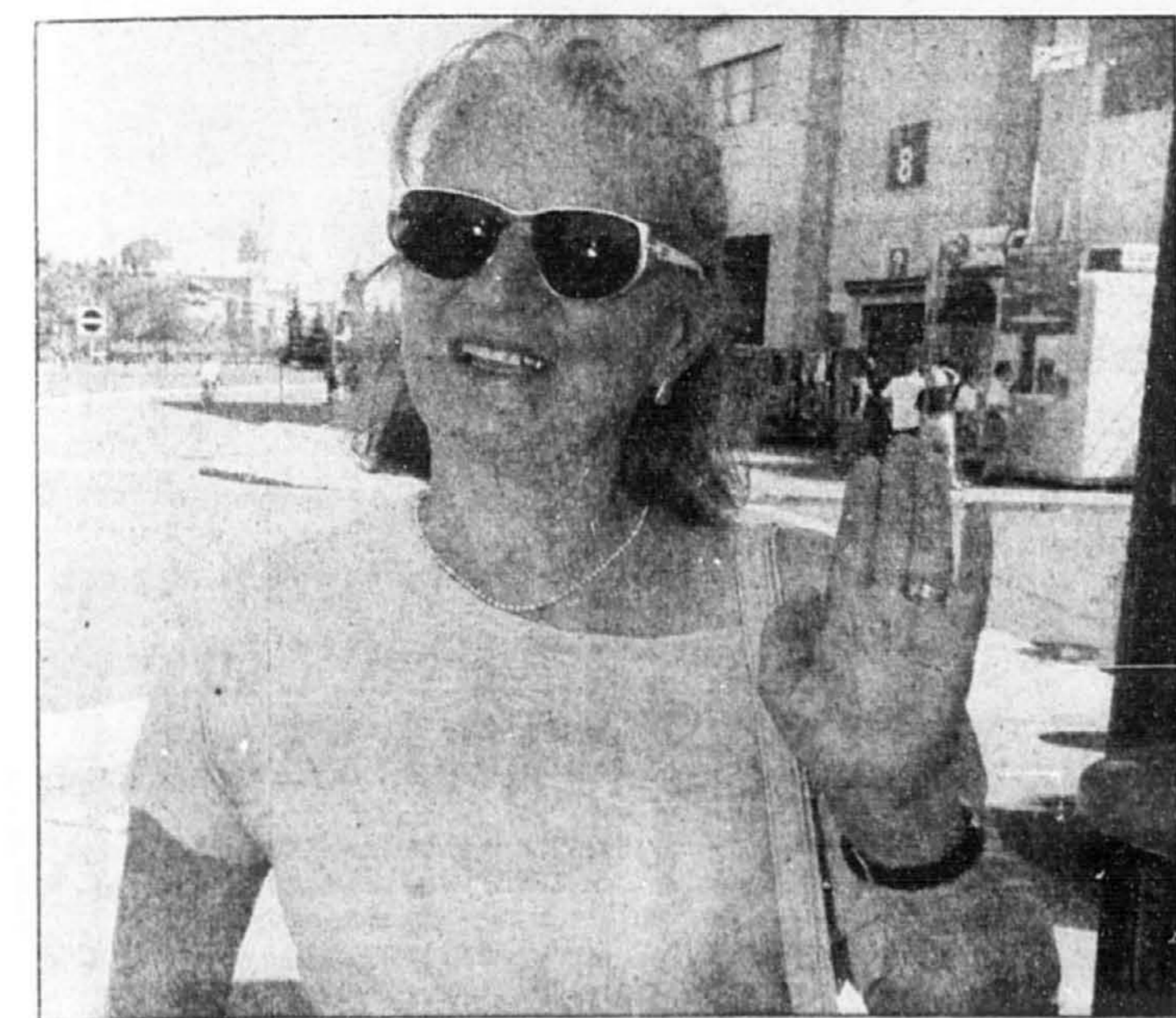


PHOTO ANDRÉ FORGET, La Presse

MARIE-FRANCE TURPAULT, Nantes, France

« Les gens ici sont très, très accueillants. Et j'aime beaucoup votre accent. C'est incroyable comme ça ressemble au vieux français qui était parlé en France profonde. Sauf que vous parlez tellement vite et vous n'articulez pas assez, alors on doit faire répéter souvent! Une chose que je trouve bizarre, c'est les restaurants où il faut apporter son vin quand on ne le sait pas. Manger en buvant de l'eau, on aime un petit peu moins ça. »

Des copropriétaires craignent une dégradation du paysage à Tremblant

MARIE-CLAUDE GIRARD

Un petit groupe de copropriétaires de Mont-Tremblant craignent de voir l'aspect esthétique du complexe touristique dégradé par l'ajout de systèmes de climatisation sur les balcons du village d'inspiration européenne. Une question d'esthétique et d'investissement, ont-ils fait valoir vendredi soir au conseil municipal, qui s'appropriait à autoriser l'installation de climatiseurs extérieurs.

Les copropriétaires des condos de l'immeuble Deslauriers se sont prononcés à 43 voix contre 45 en faveur de systèmes de climatisation individuels dont les compresseurs seront installés sur les balcons et au rez-de-chaussée, le long de l'édifice.

Le comité consultatif en urbanisme de Mont-Tremblant a adopté le plan d'aménagement proposé par le syndicat des copropriétaires. Pour camoufler les appareils, des boîtes de couleurs assorties aux édifices seront installées sur les balcons, soutient le président du conseil d'administration du syndicat Deslauriers, Claude Vallière. Au rez-de-chaussée, des bacs à fleurs pourront être installés sur les caches.

Le conseil municipal a remis à plus tard sa décision. Mais pour le syndicat des propriétaires, il ne fait

pas de doute que le permis sera accordé à la prochaine réunion du conseil.

Si on permet les climatiseurs extérieurs au Deslauriers, après ça sera au tour des immeubles Johannsen et Saint-Bernard, a défendu vendredi Doug Huegel, devant le conseil municipal de Mont-Tremblant. Le copropriétaire n'est pas directement visé par le changement. Mais du Johannsen, où il possède des condos, il aura une vue directe sur cinq compresseurs.

Il craint de voir apparaître des centaines de boîtes de climatisation inesthétiques, bruyantes et dégoulinantes d'eau. Il rappelle également que bon nombre de propriétaires habitent l'extérieur de la région et n'assistent que très peu aux assemblées.

Selon lui, les copropriétaires et le conseil consultatif d'urbanisme ne disposaient pas de toutes les informations pertinentes quand ils ont pris leur décision. Pour les mêmes motifs, un copropriétaire du Deslauriers, Umberto Rivero, a demandé une annulation du vote des copropriétaires. La Cour supérieure ayant rejeté sa demande, il compte porter la cause devant la Cour d'appel.

Pour sa part, le syndicat du Deslauriers soutient que les copropriétaires étaient dûment informés

quand ils ont choisi les appareils Fujitsu sans attendre les résultats d'une étude sur un système de climatisation central. Cette étude, financée par Station Mont-Tremblant et trois associations de propriétaires, doit être publiée sous peu. Les coûts d'un système central serait supérieur à ceux d'un système individuel, rapporte la syndicat.

Après l'installation des appareils Fujitsu, la valeur des condos augmentera de 20 à 25 \$ le pied carré », affirme M. Carrière.

Par ailleurs, par le biais de sa compagnie d'investissement, M. Huegel dit avoir déposé cette semaine une poursuite en dommages contre Station Mont-Tremblant au palais de justice de Montréal. Deux autres copropriétaires participent à la poursuite. Ils reprochent au promoteur d'avoir livré des condos sans air climatisé, contrairement à ce qu'indiquaient les premiers prospectus sur la foi desquels ils ont choisi d'acheter. En cours de route, des modifications ont été apportées au projet. Et de nouveaux prospectus ont été rédigés.

Bien entretenus, il n'y a pas de raison pour que les appareils Fujitsu dégouttent sur la tête des passants, soutient M. Carrière. Et si les édifices Johannsen et Deslauriers en étaient tous deux équipés, le niveau de bruit ne dépasserait pas les 48 décibels, ajoute-t-il.

L'EXPRESS
DU MATIN

Accident sur la 13 sud

■ Deux personnes ont été blessées lors d'un accident impliquant trois véhicules, hier matin, vers 7 h, sur l'autoroute 13 sud, près du boulevard Henri-Bourassa. Un conducteur a perdu la maîtrise de sa voiture et s'est fait emboutir par une autre voiture. Une camionnette qui arrivait par derrière n'a pu éviter la seconde voiture et l'a percutée. Les blessés souffrent de fractures diverses, mais on ne craint pas pour leur vie. L'accident pourrait avoir été causé par la chaussée rendue glissante en raison de la pluie diluvienne qui tombait à ce moment-là. La circulation a été interrompue pendant une heure.

Pas d'arrestation dans l'affaire de Saint-Lin

■ La Sûreté du Québec a reçu environ 25 appels depuis qu'elle a installé une unité mobile à Saint-Lin, cette semaine, dans l'espoir d'éclaircir le meurtre sordide de Maurice Ouellet. Le mécanicien de 53 ans a été torturé avant d'être abattu dans sa demeure, par une arme de gros calibre. Sa conjointe a été ligotée et enfermée dans une pièce de la maison et sa fille de deux ans dormait quand le crime a été commis. « Nous vérifions toutes les informations et rencontrons beaucoup de gens, mais il n'y a pas d'arrestation pour le moment », a indiqué François Doré, porte-parole de la SQ, hier.

Incendie à Cartierville

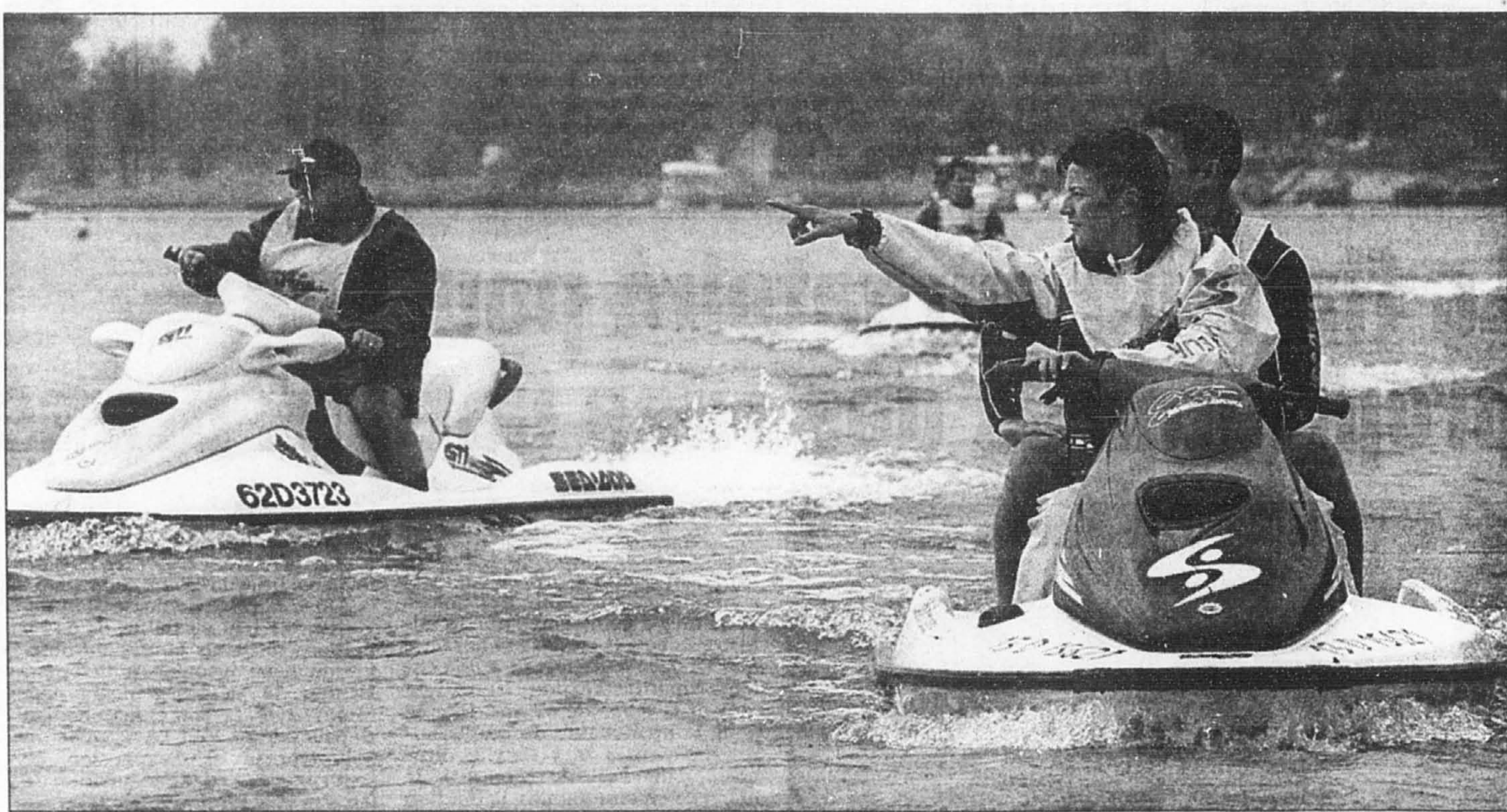
■ Un violent incendie a éclaté vers quatre heures, samedi matin, dans un immeuble désaffecté de trois étages, situé au 2080 Place Henri-Bourassa Est, à Cartierville. Le feu a nécessité cinq alertes et a causé des dommages considérables à l'édifice, mais on ne rapporte aucun blessé. L'immeuble résidentiel voisin, situé au 2090 Henri-Bourassa Est, a cependant dû être évacué en raison de l'eau et de la fumée. L'incendie a été qualifié de « douteux » par la police et les pompiers, et une enquête a été ouverte.

Retrouvé au métro Beaubien

■ Le garçon de 12 ans qui a été porté disparu en milieu de soirée, vendredi, après qu'il se soit fait expulser du Centre Eaton, à Montréal, a finalement été retrouvé sain et sauf au métro Beaubien, vers minuit. Le jeune résident de Ville Saint-Laurent, qui souffre d'un léger handicap mental, s'était égaré. L'agent de sécurité ne connaissait pas l'handicap du garçon, quand il l'a obligé à sortir du Centre Eaton parce qu'il jouait dans les escaliers mobiles. Il a alors perdu contact avec sa soeur de 14 ans qui l'accompagnait.

Accident mortel

■ Un accident a fait un mort et quatre blessés, hier matin, à Saint-Henri-de-Lévis, sur la rive-sud de Québec. La victime est Martine Routhier, de Beaumont. L'accident s'est produit vers 10 h 30 sur la route 277 à l'intersection du rang du Trait-Carré, à Saint-Henri de Lévis. Un arrêt obligatoire non respecté est à l'origine de cet accident qui a impliqué deux voitures. Tous les blessés ont été transportés à l'Hôtel-Dieu de Lévis et leur état n'inspire aucune crainte.



PHOTOS BERNARD BRAULT, La Presse

Les motomarines prudentes ont l'avantage de mieux admirer le paysage en navigant lentement.

Prudence sur votre motomarine

RAYMOND GERVAIS

Depuis le début de l'été, la Société de sauvetage et la division nautique de Bombardier ont lancé conjointement une campagne de sécurité qui s'adresse spécifiquement aux motomarines.

Consciente que les nombreux accidents mortels qui surviennent à chaque année au Québec contribuent à freiner l'engouement des plaisanciers pour la motomarine et qu'une législation régissant l'utilisation de la motomarine est à l'horizon, Bombardier, qui a vu ses ventes de motomarines chuter, a décidé de prendre le taureau par les cornes et d'inciter les amateurs à suivre un cours à l'achat d'une motomarine.

Depuis le mois de juin, la Société de sauvetage organise des randonnées-rallyes en motomarine afin de faire connaître aux motomarines qu'il y a autre chose à faire que de tourner en rond sur un lac, de faire des vagues et d'empoisonner l'existence des riverains et des pêcheurs qui recherchent la tranquillité au bord des cours d'eau.

C'est le 25 août prochain que débiteront les audiences publiques du Comité sur la sécurité nautique et la qualité de vie sur les lacs et cours d'eau du Québec. Dès le dépôt du rapport du comité prévu pour octobre, Québec s'est engagé à donner suite aux recommanda-



Pour certains adeptes de motomarine, seule la grande vitesse semble de mise, au détriment de la sécurité.

tions afin d'empêcher que ne se produisent d'autres accidents impliquant des motomarines.

L'an dernier, une douzaine d'accidents mortels impliquant des motomarines se sont produits au Québec.

Nadia D'Elia, de la Société de sauvetage, a indiqué hier que les cours offerts aux motomarines comprennent quatre heures de théorie et quatre heures de pratique. À compter de l'an prochain, les adolescents de moins de 16 ans n'auront plus le droit de conduire une motomarine. En 2002, toute

personne désirant conduire une motomarine devra avoir suivi un cours de sécurité nautique. Cette obligation sera étendue à l'ensemble des plaisanciers en 2010.

Gilles Roy, un mordu de la motomarine, de la motoneige et de la moto, agissait hier en tant que guide pour la randonnée-rallye de la Société de sauvetage qui se déroulait dans les îles de Sorel.

La Presse a participé à cette randonnée touristique qui nous a fait connaître les plus beaux coins des îles, lesquelles ont donné à l'auteur Germaine Guèvremont l'idée d'écrire *Le Survenant*.

Selon M. Roy, qui approche la soixantaine et qui fait de la motomarine depuis son invention, ce n'est pas l'engin qui est dangereux, mais la personne assise derrière le guidon.

Membre du Club de motomarine régional de Montréal, le motomariniste affirme qu'il faut, comme dans toute chose, se servir de sa tête lorsqu'on pratique un sport et avoir une connaissance minimale de l'engin que l'on conduit.

« Il faut apprendre à conduire. Il y a des gens qui louent une motomarine sans en connaître le maniement. Un bateau, ça ne freine pas, ça se gouverne et ce n'est pas en arrêtant le moteur qu'on change de direction. Bien des amateurs s'amuse à se couper la route, à s'arroser, font des manoeuvres dangereuses et ne regardent pas où ils vont. C'est à ce moment que se produisent les accidents. C'est pour cette raison qu'un cours de base est nécessaire afin de pouvoir pratiquer ce sport en toute sécurité. »

Dans les canaux des îles de Sorel, nous avons pu observer qu'il n'y a pas que les motomarines qui sont fautifs. Des plaisanciers à bord de puissantes embarcations nous ont croisés en circulant à vive allure, malgré la limite de vitesse de 5 km/h affichée à plusieurs endroits, le long de la berge. Les vagues ainsi créées contribuent à l'érosion des berges et nuisent à l'environnement en plus de causer des dommages aux quais et aux embarcations qui y sont amarrées.

Cadavre trouvé à l'arrière d'un cégep

CHRISTIANE DESJARDINS

Le cadavre d'un homme, âgé vraisemblablement en milieu de trentaine, a été découvert par une promeneuse hier, vers 11 h, dans un petit boisé situé à l'arrière du cégep de Saint-Jérôme.

La victime pourrait être un résident de Saint-Jérôme, mais son identité reste à confirmer, tout comme les causes de sa mort. L'homme était vêtu et gisait sur le dos, juste à l'entrée du boisé, tout près du stationnement d'une salle de bingo, appelée familièrement « La chienne à Jacques » par les gens du secteur.

Le corps était marqué de blessures et de sang, mais la Sûreté du Québec, qui prête assistance à la

Sûreté municipale de Saint-Jérôme dans cette affaire, n'a pas voulu donner plus de détails, préférant attendre les résultats de l'autopsie, qui devrait avoir lieu lundi.

Les techniciens en scène de crime se sont affairés tout l'après-midi dans le boisé, qui avait été ceinturé par un large périmètre de sécurité. Le corps n'a été enlevé qu'en début de soirée.

Selon toute probabilité, le cadavre se trouvait à cet endroit depuis fort peu de temps, puisqu'il n'était pas décomposé. D'autre part, selon des curieux qui se sont massés près des lieux, le petit boisé est assez fréquenté l'été, même si le cégep est fermé.

« Ce sont surtout des voisins des alentours qui viennent y consommer de la bière et de la drogue, et des itinérants qui s'y retrouvent pour dormir à la belle étoile », a indiqué une résidente de la rue Marguerite, située tout près.

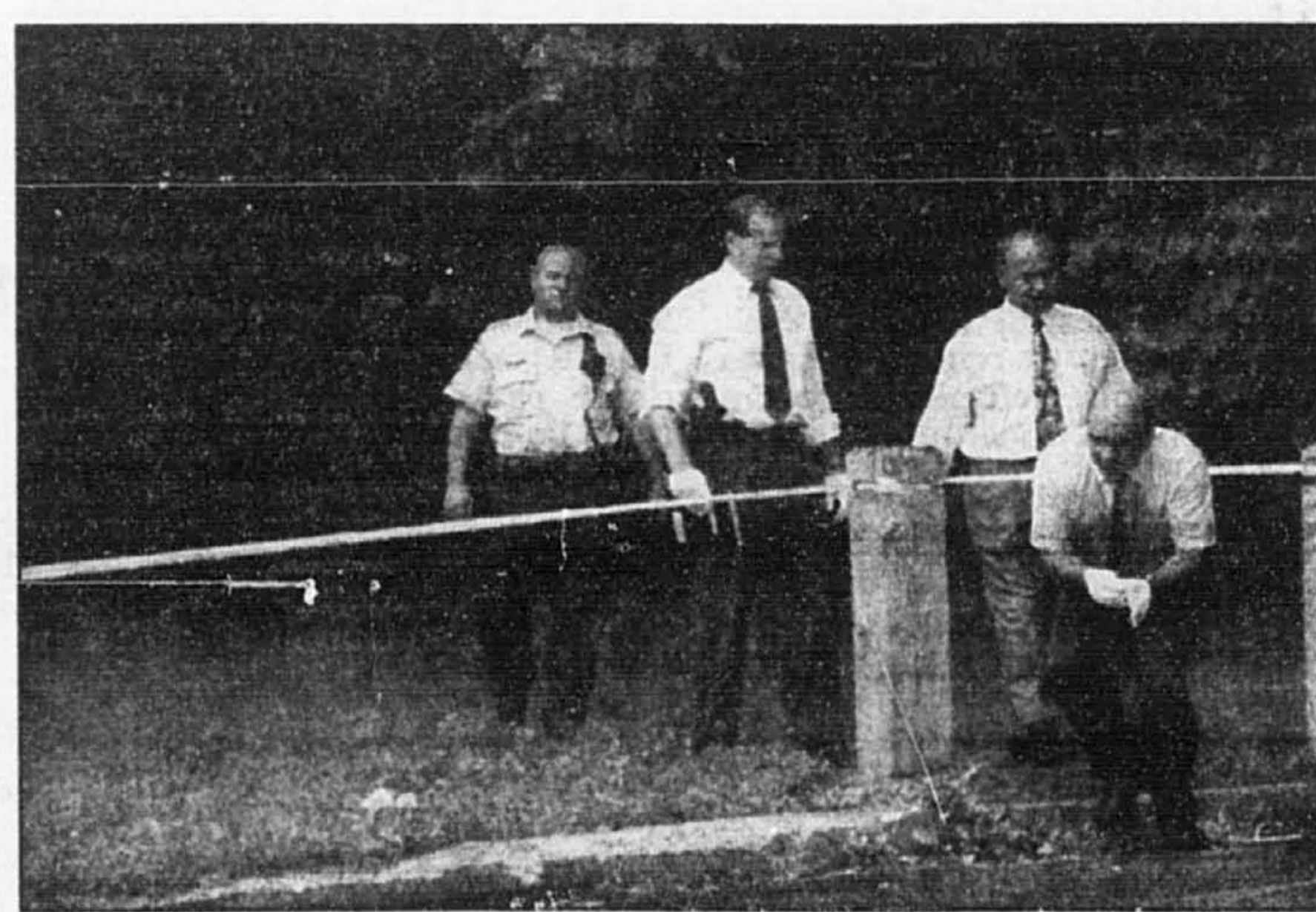


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Les policiers se sont affairés tout l'après-midi dans le bois où gisait le cadavre.

FEDERAL AUCTION SERVICE

ENCAN PUBLIC URGENT

MARCHANDISES SAISIES POUR DÉFAUT DE PAIEMENT

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX NEUFS, NOUÉS À LA MAIN
Tapis 2' x 3' jusqu'à 12' x 16' (rare, format palais), pure laine, poil de chameau et fibres naturelles, importés d'Iran, Afghanistan, Chine, Inde, Pakistan, Sarough, Kashan, Tabriz, Qum en soie, Bokhara, tapis tribaux et autres tapis persans, en plus de



MAGNIFIQUES MONTRES SUISSES ROLEX, CARTIER, PIAGET, GENÈVE

Bague à diamant rare 5 carats rond, taille brillant, sertie sur bague en 18 carats, évaluée à 172 000\$

BELLE SÉLECTION DE BAGUES À DIAMANT NEUVES

Bijoux or et diamant, émeraudes de Colombie, rubis de Birmanie, perles de Tahiti, Jade, etc.

VENTE AU PLUS HAUT ENCHÉRISSSEUR. PAIEMENT ET ENLEVEMENT IMMÉDIATS

Endroit: Entrepôt de fret maritime, 240, rue Saint-Jacques Ouest

Date: Dimanche 16 août 1998 à 14 h

Inspection publique à compter de 13 h

Liste d'inventaire certifiée fournie

Chaque pièce est adéquatement décrite. Toutes les taxes et droits d'importation ont été acquittés sur toutes les marchandises. Identification adéquate exigée à l'inscription. Certaines réserves peuvent s'appliquer. Sous réserve d'apais ou de retrait. Frais de manutention de 15% en sus. L'adjudicataire devra payer TPS et TVG. Paiement comptant, par carte de crédit ou chèque visé. Les articles peuvent différer de l'illustration. Federal Auction Service

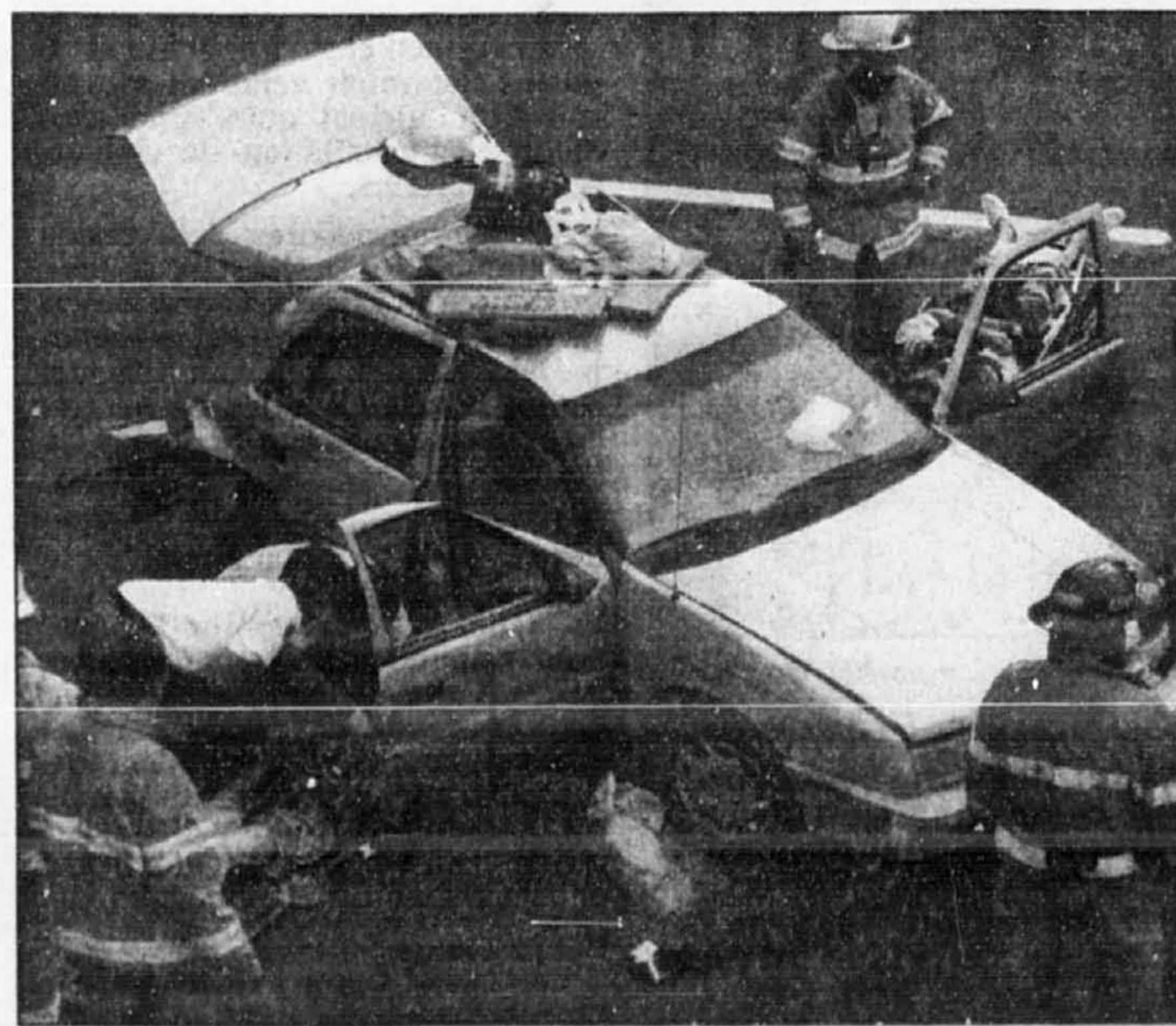


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Accident sur l'autoroute Ville-Marie

Deux hommes et une femme ont été blessés lors d'une collision entre deux voitures survenue sur l'autoroute Ville-Marie, vers 18 h 30, hier. Les véhicules circulaient en direction est, tout près de la sortie Saint-Laurent, quand l'accident a eu lieu. L'aide des pompiers a été nécessaire pour dégager les victimes. On ne craint pas pour leur vie.

Les photos de voyage



Stéphane Laporte
collaboration spéciale

Q quatre jours dans Charlevoix chez des amis très chers. Quatre jours au Nouveau-Brunswick chez mon grand frère. Une nuit à Québec en dortoirs. Plein de soleil. Beaucoup d'amour. Des belles vacances ! Mais tout ça, c'est fini. En cet humide dimanche après-midi, nous voilà de retour dans l'entrée de garage. Là où tout a commencé ! On sort de l'auto. Courbaturés. On ramasse les valises. Et on entre dans la demeure. Un peu fatigués d'être si reposés. Je m'écrase dans le gros fauteuil du salon. Titi m'interpelle :

— Assis-toi pas ! Faut aller faire développer les photos !

— Titi, on vient d'arriver...

— Justement, je veux aller chez Isabelle lui montrer nos photos de voyage.

Titi est la maniaque du Kodak ! Dans son esprit, elle n'aura pas été en vacances tant

qu'elle n'aura pas ses photos pour le prouver ! Je la soupçonne même de partir en voyage que pour le plaisir de pouvoir montrer ses photos à ses amies de fille. Elle est la paparazzi de sa propre vie. Je me dépêche donc d'aller chercher la caméra au fond de mon sac.

— Titi, il y a un problème, le film n'est pas fini. Il reste deux poses à prendre.

— Passe-moi la caméra, je vais les prendre !

— Ben Titi, on n'est pas pour gaspiller deux photos !

— Aie, tu m'as déjà fait ce coup-là une fois. Ça pris tellement de temps avant que tu prennes les deux dernières photos du film que lorsqu'on l'a finalement fait développer, on ne se ressemblait même plus ! Y'avait une photo de toi avec René Homier-Roy, pis il avait encore des cheveux ! Alors là, regarde bien ça, je vais prendre une photo du lavabo ! Clic ! Pis une photo du micro-ondes. Clic ! Bon, le film est fini. On peut y aller !

Titi ne niaise pas avec le puck ! Pinotte devrait l'embaucher ! À peine plus d'une heure que nous sommes revenus de vacances et nous sortons de chez Astral Photos avec le film de nos exploits. Ma blonde est heureuse. Nos vacances ont vraiment existé ! Aussitôt arrivés à la maison, on s'installe sur la galerie pour revivre tous ces beaux souvenirs comme si c'était hier. D'ailleurs, c'était hier ! En passant, petit conseil pour tous les hommes qui, durant les prochains jours, vont regarder leurs photos de vacances avec leurs tendres épouses. Lorsque votre moitié va vous demander : *Tu trouves pas que j'ai l'air grosse ? Tu trouves pas que j'ai l'air d'avoir un*

double menton ? Tu trouves pas que je suis pas belle de profil ? Vous répondez Non ! Sans aucune hésitation. Sinon vous êtes mort. N'oubliez pas, l'amour est aveugle. Et vous êtes en amour.

Titi sort les photos de l'enveloppe :

— Tiens, ça c'est la première photo qu'on a prise en partant. T'as ben l'air bête !

— Ben ça faisait une heure que je t'attendais devant l'entrée de garage, tu m'avais oublié là !

— Ah oui, c'est vrai ! J'avais oublié que je t'avais oublié ! On va la jeter, sinon mes amies vont penser que t'as été enragé tout le voyage ! C'est quoi cette photo-là ? On dirait un gros camion !

— Ça, c'est Charlevoix. J'ai voulu prendre une photo du paysage mais y'a un gros camion qui a passé devant...

— On va l'enlever aussi. Ah, ça c'est moi avec mon amie Pascale. C'est l'fun, j'ai la tête coupée !

— C'est parce que j'ai essayé de vous cadrer les deux ensemble mais t'es plus grande qu'elle !

— Pas de tête, j'ai l'air de Sheila Copps. On va déchirer ça ! Han, c'est qui ces deux personnes-là ?

— Ça, ça doit être quand on a demandé au serveur de la Pinsonnière de prendre une photo de nous deux. Y'avait l'air mêlé un peu. Y'a pris une photo des deux personnes assises à côté de nous !

— Une autre photo à jeter ! Ça, ça doit être moi pis la famille de ton frère devant leur maison à Campbellton, mais on reconnaît pas personne, tout est flou.

— Ben, y'avait ben du monde dans la photo,

pis j'savais pas trop sur qui faire le foyer, faut que j'pense que je l'ai fait sur le maringouin qui passait. Regarde le maringouin est ben clair !

— On lui enverra la photo ! Bon, ça, c'est toi et ton frère dans la cuisine. Vous avez les yeux rouges, ça pas de bon sens ! On dirait Fiori-Séguin après qu'ils ont fumé un gros joint.

— C'est à cause du flash !

— En tout cas, on va l'enlever, vous avez trop l'air fou ! Ça, c'est moi pis ta nièce Geneviève. Hé qu'est belle ! Mais moi, tu trouves pas que j'ai l'air d'avoir une grosse face ?

— Ben non ma Titi, c'est Geneviève qui a un tout petit visage...

— Ça, c'est une autre manière de dire que j'ai l'air d'avoir une grosse face ! Quin dans la poubelle ! Bon, là, c'est moi et ton frère qui jasant sur la galerie.

— Dis-moi pas que t'es pas bien là-dessus ! T'es belle comme un cœur !

— Oui mais ton frère a les yeux fermés. Les gens vont penser que je suis ennuyante ! Aux poubelles ! »

Titi est partie chez Isabelle lui montrer les photos de notre voyage. Ça ne devrait pas être très long. Il n'en reste plus que deux. Une photo du lavabo. Et une photo du micro-ondes. Des bien belles vacances !

McDonald's vient de sortir un nouveau hamburger. C'est un hamburger comme les autres, sauf que lorsque tu arrives au comptoir, il faut que tu négocies durant des heures pour avoir ta viande, ton pain pis ta feuille de laitue. Ça s'appelle le Mic Mac.

AVENTURE ELECTRONIQUE

Les meilleurs prix garantis*

VENTE de la Rentrée!

DES RABAIS SPECTACULAIRES dans toutes les matières!

NOTRE ENSEMBLE #1

NCCM

Moniteur 15" INCLUS

ORDINATEUR 200MMX

WINDOWS '98 FRANÇAIS INCLUS!

200 MHz

Processeur	Mémoire	Disque rigide	Cache	CD ROM
200MMX	32 Mo	2.1 Go	512 Ko	FAX MODEM

1099⁹⁹

Canon **STORM**

AVEC ENSEMBLE #1 SEULEMENT **1349⁹⁹**

+ CANON BJC-250 imprimante couleur
+ STORM IMAGEWAVE scanner couleur

*Après le rabais postal.

AUCUN PAIEMENT ET AUCUN INTÉRÊT

avant 1999⁺

Sur produits sélectionnés

Rien à payer avant **UN AN⁺**

AUCUN PAIEMENT ET AUCUN INTÉRÊT

SUR TOUS NOS TÉLÉVISEURS 27" ET PLUS. DERNIÈRE JOURNÉE!

Canon

IMPRIMANTE COULEUR BJC-4300

- Résolution 720 x 360 ppp
- Vitesse d'impression 5 ppm
- Impression couleur de qualité photographique à l'aide de la trousse photo (non incluse)
- CD-ROM Canon Creative 3.0 inclus

269⁹⁹

GRATUIT Cartouche encre noire et Cartouche encre couleur valeur 40\$

STORM

SCANNER - TOTALSCAN - DE STORM TECHNOLOGY

- Résolution 1200 x 600 ppp optique

1200 x 600 PPP

149⁹⁹

*Après le rabais postal.

Microsoft

ENCARTA 98 ENCYCLOPEDIA

- WIN 95 • CD-ROM

OBTENEZ une mise à jour GRATUITE à ENCARTA 99 Encyclopedia

Régulier 79⁹⁹
Remise Postale 30⁰⁰

49⁹⁹

ENSEMBLE AUDIO «LIFESTYLE 8 BK»

BOSE

PUISSANCE TOTALE **240W**

- Ensemble au design intégré pour tout décor
- Technologie Acoustimass/ Télécommande jusqu'à 65 pieds
- Module de contrôle LifeStyle: lecteur laser, sintoniseur AM/FM
- 5 haut-parleurs + haut-parleur d'extrêmes graves

1999⁹⁹

harman/kardon

PUISSANCE TOTALE **190W**

Le choix des Professionnels

1699⁹⁹

LECTEUR LASER 5 DISQUES

- Lecteur laser à chargeur frontal
- Surechantillonage BX
- Technologie •Bit stream • Programmable

SENNHEISER

ÉCOUTEURS SANS FIL

30\$ de RABAIS

- Ce modèle -Free Sound- consiste en un casque d'écoute stéréo HI-FI sans fil
- Fréquence radio (300MHz)

199⁹⁹

REPENTIGNY Galeries Rive-Nord (450) 581-1300	BROSSARD 8100 boul. Taschereau (450) 923-8100	CENTRE FAIRVIEW Entrée boul. Brunswick (514) 630-6815	CHATEAUGUAY 15 boul. St-Jean-Baptiste (450) 698-2005	DÉCARIE 6900 boul. Décarie, Carré Décarie (514) 733-6900	DRUMMONDVILLE Carrefour Super Carnaval (819) 472-3124	LASALLE 7800 boul. Newman (514) 595-7800	ST-HUBERT 3839, boul. Taschereau (450) 445-1011
LAVAL 3956 Autoroute 440, Décor 440 (450) 686-3956	LONGUEUIL 3714 Chemin Chambly (450) 674-3714	MONTRÉAL 3520 boul. St-Joseph E. (514) 255-3520	ST-LÉONARD 4550 boul. Métropolitain E. (514) 722-4550	SHERBROOKE 3280 boul. Portland (819) 346-6633	TROIS-RIVIÈRES Carrefour Trois-Rivières-Ouest (819) 691-4520	ST-HYACINTHE 2125, boul. Casavant O. (450) 771-2125	
HAWKESBURY (613) 632-0441 CENTRE HAWKESBURY	GRANBY (450) 776-7844 LES HALLES DE GRANBY	SOREL (450) 746-4736 PROMENADES DE SOREL	BELOEIL (450) 446-3831 MAIL MONTENACH	ST-JEAN (450) 359-5940 PLACE ST-JEAN	ST-JÉRÔME (450) 431-6809 CARREFOUR DU NORD	JULIETTE (450) 752-1255 GALERIES DE JULIETTE	LACHUTE (450) 562-0208 CARREFOUR ARGENTEUIL

*Sur produits à prix réduit. S.A.C. Ne payez que les taxes. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Détails en magasin. Certains modèles en vente peuvent être des démonstrateurs ou des fins de ligne. Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. *Durant 15 jours suivant l'achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock. Détails en magasin.

Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Depuis plus d'une quinzaine d'années, des citoyens des Laurentides viennent en aide à Haïti et organisent à cette fin des activités-bénéfices, dont un souper haïtien qui sera servi le dimanche 30 août, à 18 h, à l'auberge des Faubourgs du soleil de Saint-Adolphe d'Howard. Le tout sera sous la présidence d'honneur de Mgr Gilles Cazabon, évêque du diocèse de Saint-Jérôme. Les fonds recueillis seront affectés à la construction d'un centre communautaire à Carrefour, en Haïti, communauté locale que le comité Haïti-Laurentides soutient depuis 17 ans. Renseignements : (450) 226-2844, (450) 227-3810 ou (450) 224-7692.



Tournoi profitable

Le 15^e tournoi de golf de la Fondation de l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal a permis de recueillir 147 000 \$, somme qui servira à la recherche, l'enseignement et l'achat d'équipement. Dans l'ordre habituel : Réal Mimeault, président de la fondation hospitalière ; Danielle Mercier-Benoît, présidente du comité organisateur, et le président d'honneur, Benoît Lorranger, de la Banque Nationale.

■ La compagnie BioChem Pharma vient de s'engager à remettre 1,5 million de dollars à l'Université de Sherbrooke pour la création d'une chaire de recherche fondamentale en chimie organique. Présents lors de la remise officielle du don : Pierre Delongchamps, titulaire de la chaire en chimie organique ; Gervais Dionne, cofondateur de BioChem Pharma ; et Henri-Paul Rousseau, président du comité des dons extraordinaires de la campagne de souscription de l'université.



Gervais Dionne

■ La compagnie de gaz et de soudage Air liquide, par l'entremise de son président et chef de la direction Marc Fortier, vient de remettre 25 000 \$ à la fondation du YMCA, qui était représentée par le directeur général du YMCA, Michel Weil.



Marc Fortier

■ C'est « avec tambours et trompettes » pourrions-nous dire, pour paraphraser le vieux dicton, que l'on assistera le 22 août au stade du complexe sportif Claude-Robillard, à la compétition annuelle des groupes de tambours et clairons. Le Festival musical du Québec débute en fait la veille (le vendredi 21 août à 18 h 30), avec la compétition « défilé », inscrite dans le cadre des Fêtes de Lachine. Les compétitions « concert » du samedi comprendront des chorégraphies et interprétations musicales. Coût : 10 \$ (5 \$ pour les moins de 12 ans). Renseignements : 252-3025.

■ La direction de l'usine Alcan de Beauharnois vient de faire un don de 30 000 \$ à la fondation du CHRS (Centre hospitalier régional du Suroît). C'est Denis Sheehy, délégué aux affaires communautaires et culturelles chez Alcan, accompagné de Jocelyn Vietz et de Gabriel Pedneault, qui a présenté le don à Michel Montpetit, de la fondation hospitalière de Valleyfield.



Denis Sheehy

■ Les comédiens Jean Besré (porte-parole) et Juliette Huot (marraine), ainsi que l'ex-champion canadien de cyclisme Louis Garneau (président d'honneur), seront encore cette année, avec d'autres artistes, du cyclothon annuel des Petits frères des pauvres. Destinée à recueillir des fonds pour améliorer le sort de personnes âgées seules et démunies, cette randonnée Montréal-Oka (60 km) se terminera par un pique-nique à la colonie de vacances des Vieux amis des Petits frères des pauvres (maison Juliette-Huot). Le tout a lieu le samedi 29 août, départ à 8 h au 4624, rue Garnier. Coût : 100 \$. Renseignements : 527-8653.

■ Les fondations Recherche sur les maladies infantiles, Rêves d'enfants ainsi que la fondation de l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine se sont partagés les profits (33 450 \$) du troisième tournoi de golf organisé par la Caisse centrale Desjardins, qui s'est tenu sous la présidence d'honneur de Jean-Guy Langelier, président et chef de la direction de la Caisse centrale Desjardins.



Jean-Guy Langelier



550 000 \$ à Concordia

L'Université Concordia vient de recevoir un don de 550 000 \$ de la Banque de Montréal. Ce sont Gilles Jarry, premier vice-président à la direction du Québec de cette banque, et Jacques Ménard, président du conseil délégué de Nesbitt Burns, qui ont symboliquement effectué le retrait à un guichet automatique pour remettre le chèque à Frédéric Lowy, recteur et vice-chancelier de l'Université Concordia.



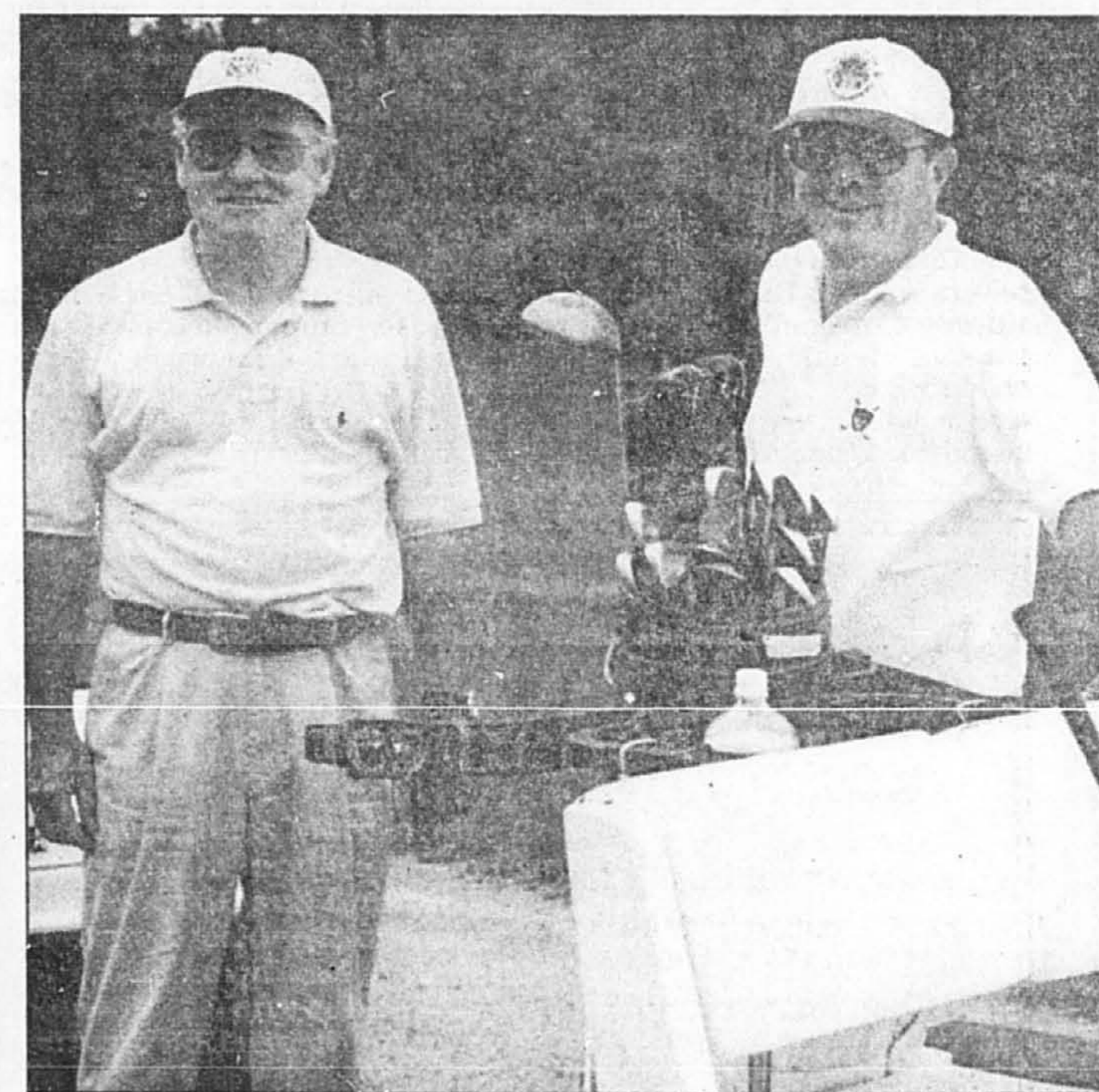
750 000 \$ à Laval

Sandy Riley (à droite), président et chef de la direction du groupe Investors, en remettant un chèque de 750 000 \$ au recteur de l'Université Laval, François Tavenas, lui rappelait que cette somme, jumelée à un don fait par Power Corporation, constituera une dotation de un million de dollars pour la Chaire en planification financière de la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation et de la faculté de droit.



Pour des bébés en santé

Les comédiens Marc-André Coallier et Anne Dorval, porte-parole de la fondation Olo (suppléments alimentaires fournis par les CLSC aux femmes enceintes dans le besoin) agiront comme présidents d'honneur du quatrième tournoi de golf Sun Life Laval, qui aura lieu le 20 août, au club de golf Le Versant, à Terrebonne. Coût : 125 \$ (60 \$ pour le souper seulement). Renseignements : 687-5522.



Golf : 75 000 \$ contre la sclérose en plaques

Le marathon de golf de la Société canadienne de la sclérose en plaques (Québec) a permis d'amasser 75 000 \$ sous la présidence d'honneur d'André Lemire (à droite). MM. Lemire et Jean Auger (à gauche) ont recueilli à eux seuls 16 700 \$ qui serviront à la recherche d'un remède contre la sclérose en plaques.



Croisière-bénéfice pour l'hôpital Louis-H. Lafontaine

Le souper-croisière de la Fondation de l'hôpital Louis-H. Lafontaine a permis de recueillir 50 000 \$. Dans l'ordre habituel : Claude Paquette et Claire Verreault, respectivement vice-président et directrice de la fondation ; Michel Villemare, de l'hôpital ; Michel Michelin et Lucien Saint-Amand ; Dr Claude Vanier, Jean Lavoie, Gaétan Lussier (président d'honneur), Albert Painchaud (directeur de l'hôpital) et André Leclair.

Nouvelle secousse tellurique dans le centre de l'Italie

Agence France-Presse
ROME

Une secousse tellurique d'intensité VI-VII sur l'échelle de Mercalli graduée de I à XII s'est produite hier matin dans le centre de l'Italie dans la région de Rieti provoquant quelques dégâts matériels, a annoncé la protection civile.

L'épicentre de la secousse qui a eu lieu peu avant 07H30 (05H30 GMT) a frappé la région de Petrella Salto, Borgo San Pietro, Fiamignano, Borgo Velino et Antrodoco.

L'église Santa Maria Assunta d'Antrodoco a subi des dommages et a été fermée et plusieurs maisons de Rocca di Corno ébran-

lées par la secousse ont été déclarées inhabitables ainsi que des bâtiments anciens de Salla di Corno, dans la région de l'Aquila, ont annoncé les pompiers.

La secousse a provoqué un mouvement de panique chez certains habitants qui se sont précipités hors de leur maison et les pompiers ont été submergés d'appels téléphoniques signalant la secousse.

L'Italie centrale a été touchée en septembre 1997 par de forts tremblements de terre qui ont fait 12 morts, des dizaines de milliers de sans abri et d'importants dégâts matériels notamment à la basilique de Saint-François d'Assise.

Un rapport donne raison aux résidents de Winnipeg victimes d'inondations

Presse Canadienne
WINNIPEG

Un rapport de la Commission manitobaine des eaux confirme ce que plusieurs résidents de Winnipeg savaient déjà: en voulant sauver la ville des crues de la rivière Rouge, l'an dernier, les autorités ont inondé certains secteurs résidentiels.

Le recours à un canal secondaire afin de faire diminuer le niveau général des eaux s'est traduit par des inondations dans le quartier de Grande Pointe, où l'eau s'est retrouvée à 60 centimètres au-dessus de son niveau naturel, a en effet confirmé la commission dans ce document, rendu public ce week-end.

En conséquence, les résidents de Grande Pointe ont dû faire face à de sérieuses inondations, bien que les mesures adoptées par le gouvernement aient permis d'éviter à la ville des dégâts de l'ordre de sept milliards, précisent les auteurs du rapport.

« Cela prouve que nous avions raison, a lancé Laurie Allen, présidente d'un comité réclamant réparation depuis les inondations du printemps 1997. Cela signifie que nous ne sommes pas paranoïaques. C'était vrai. »

Le rapport indique que l'utilisation du canal a provoqué une hausse du niveau des eaux supérieure de 30 à 45 cm à ce que la province prétendait.

« La question est que nous nous sommes retrouvés avec deux pieds d'eau de plus, ce qui fut suffisant pour renverser certaines digues et faire couler 12 pieds d'eau de plus dans certaines cours », a déclaré Mme Allen.

La décision d'ouvrir les vannes avait été prise à la suite de discussions entre les autorités provinciales et municipales.

Le président de la commission, David Farlinger, a reconnu que la réglementation relative au maintien du niveau des eaux n'avait pas été respectée. Il a toutefois dit ne pas croire que le quartier de Grande Pointe ait été sacrifié de façon intentionnelle.

« Je crois qu'il était apparu que la meilleure stratégie consistait à utiliser le canal de la sorte (...) Je ne crois pas que quiconque en ait mesuré les conséquences », a-t-il déclaré.

Certains résidents estiment que dans son rapport, la commission a sous-estimé l'importance du désastre ayant frappé leur quartier. Toutefois, d'autres n'y accordent aucune importance.



Les pluies torrentielles devraient entraîner les pires inondations depuis 1949 à Harbin, capitale du Heilongjiang.

Le président chinois appelle la population à se mobiliser

Associated Press
PÉKIN

Le président chinois Jiang Zemin, qui s'est rendu cette semaine dans plusieurs zones ravagées par les inondations, a appelé hier dans la presse officielle à la mobilisation générale contre cette catastrophe qui affecte un cinquième de la population nationale.

Alors que le niveau des crues n'a pas baissé dans le nord-est, une nouvelle digue a rompu hier près de la ville de Daqing dans la province du Heilongjiang, le plus grand champ pétrolifère du pays, a rapporté l'agence Chine nouvelle qui fait état de 3850 personnes évacuées.

La veille, l'effondrement d'une autre digue avait provoqué la clôture de plusieurs puits et l'évacuation d'au moins 20 000 personnes. Dans cette province frontalière avec la Russie, un million de personnes sont mobilisées pour lutter contre la montée des eaux des fleuves Nen et Songhua.

Les pluies torrentielles devraient entraîner les pires inondations depuis 1949 à Harbin, capitale du Heilongjiang, a ajouté l'agence qui table sur un niveau vendredi prochain qui pourrait dépasser la cote d'alerte de 2,20m.

Alors que des millions de personnes vivent sous la menace des crues du Yangtsé, le long des digues du fleuve le plus long de Chine, le président Jiang a demandé aux équipes de secours de tout faire pour empêcher la propagation de maladies et une augmentation de la criminalité. Dans le *China Daily*, il a averti que les inondations ont atteint un « niveau critique » et que tout négligence entraînerait de lourdes pertes.

Quelque 10 000 équipes médicales à pied d'oeuvre dans une large part du pays distribuent déjà des vivres, des pastilles de purification d'eau et des médicaments aux populations touchées, souvent évacuées des zones inondées.

Reste que le manque de fonds vient retarder l'acheminement des

secours. La Croix-Rouge a ainsi lancé un appel à la générosité pour fournir une aide urgente aux victimes des inondations privées d'abri, d'eau potable et de nourriture.

Les Chinois habitant les régions épargnées du pays sont actuellement fortement incités à faire des dons en argent, en vêtements et en objets de toutes sortes pour venir en aide à leurs compatriotes. Selon le *China Daily*, le ministère des Affaires civiles aurait reçu l'équivalent de 1,5 million au cours de la seule journée d'hier.

Chine Nouvelle a par ailleurs annoncé que les inondations avaient tué 625 personnes cette année dans la seule province de Hunan, l'une des plus touchées par les crues du Yangtsé. À l'échelle nationale, le bilan des inondations de cet été s'établit à plus de 2000.

Outre le président Jiang, l'ancien premier ministre Li Peng, président de l'Assemblée nationale populaire, s'est lui aussi rendu dans des zones inondées du nord-est.



RECHERCHE SUR LE DIABÈTE

Recherche sur l'effet d'un nouveau médicament pour améliorer le contrôle du diabète.

Chercheur principal : Dr Jean-Louis Chiasson

Si vous avez entre 36 et 70 ans et que vous présentez un diabète traité avec des médicaments antidiabétiques oraux et/ou avec la diète et l'exercice.

Si vous désirez améliorer vos connaissances sur le diabète :

Appelez au : (514) 843-2912
Centre de recherche
CHUM, Campus Hôtel-Dieu

loto-québec

6/49 Tirage du 98-08-15
12 13 15 37 41 49
Numéro complémentaire: 45

GAGNANTS	LOTS	
	6/6	0
5/6+	0	1 000 000,00 \$
5/6	19	50 000,00 \$
4/6	1 180	50,00 \$
3/6	20 030	5,00 \$

Numéro complémentaire: 1
Ventes totales: 508 971,50 \$
Prochain gros lot (approx.): 1 000 000,00 \$

PANCO Tirage du 98-08-15
2 3 4 12 13
20 24 26 27 32
35 36 39 40 52
53 55 58 64 66

Quintessence Tirage du 98-08-15
3 4

Extra Tirage du 98-08-14
NUMÉRO: 109333

Extra Tirage du 98-08-15
NUMÉRO: 391421

GAGNANTS	LOTS	
	7/7	0
6/7+	0	7 000 000,00 \$
6/7	62	162 112,10 \$
5/7	3 348	2 287,80 \$
4/7	72 021	151,30 \$
3/7+	67 992	10,00 \$
3/7	603 276	partic. grat.

Numéro complémentaire: 35
Ventes totales: 8 921 066,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 8 500 000,00 \$

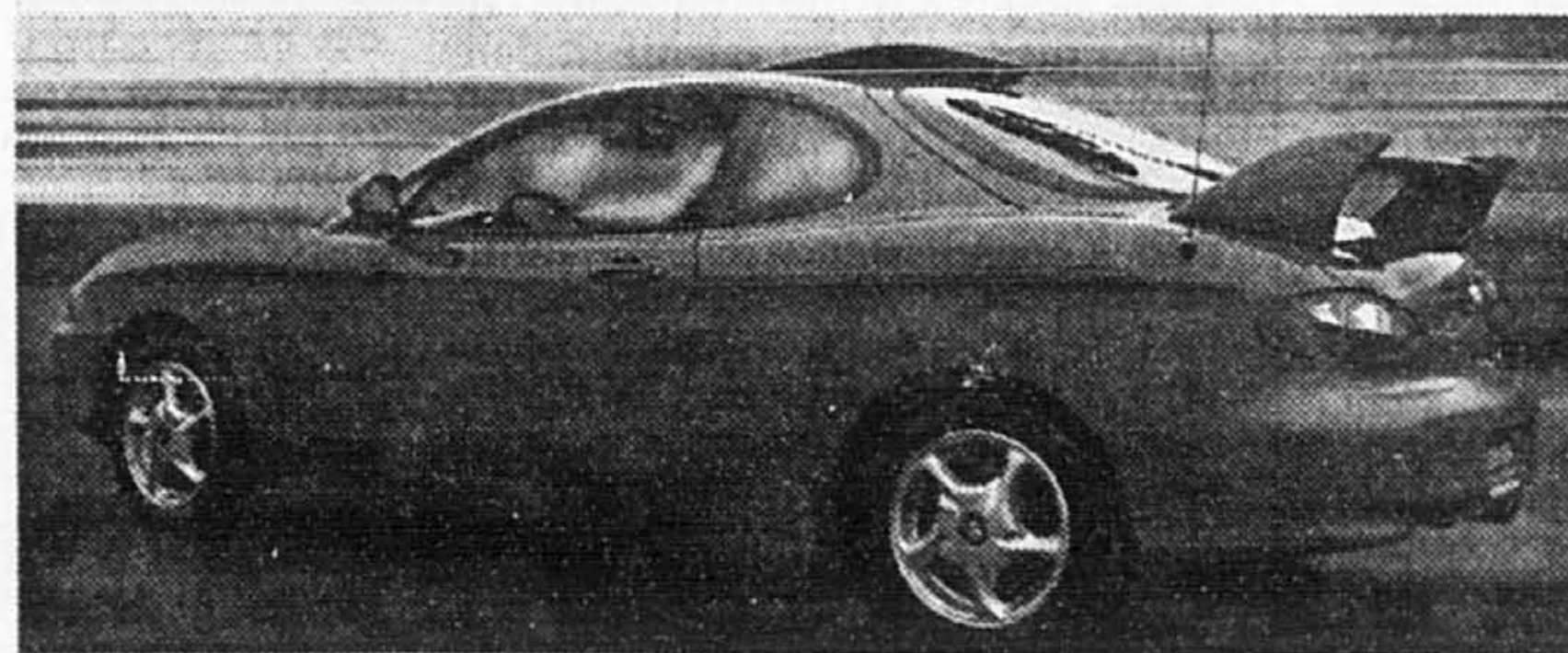
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ZÉRO CI... ZÉRO ÇA...

CE QUI COMPTE C'EST LE PRIX FINAL!

TIBURON
Location à partir de
288\$* /mois/48 mois



SONATA
Location à partir de
209\$** /mois/48 mois



+ 20\$ AVEC TRANSMISSION AUTOMATIQUE

CHEZ HYUNDAI LE PRIX C'EST CLAIR!



L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants)
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) Incluant : livraison d'essence
* changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la TIBURON ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 288 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 13 524 \$. Versement initial de 1 500 \$ et dépôt de sécurité de 350 \$ requis. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA 98 à partir de 209 \$/mois et la SONATA 98 avec transmission automatique à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 032 \$ et de 10 992 \$ respectivement. Versement initial de 2 000 \$ et dépôt de sécurité de 300 \$ requis. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 18 000 km, 8 \$ par kilomètre additionnel. Sujet à l'approbation du crédit. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 août 1998.



HYUNDAI
Une ère nouvelle

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD	HOULE ET FRÈRES	EST	CENTRE	QUEST	SUD	LES AUTOMOBILES
CHOMEDÉY HYUNDAI 682-6000	HYUNDAI Terrebonne	HYUNDAI GABRIEL Anjou 329-7777	COITTEUX HYUNDAI Montréal 521-3201	ULSAN HYUNDAI Dorval 683-5702	HYUNDAI CASAVANT St-Hyacinthe 774-6344 / 861-5028	CLOGINOR INC. St-Jean-sur-Richelieu 348-6817
DESMEULES HYUNDAI Laval 668-6393	HYUNDAI AUTO ST-JÉRÔME St-Antoine 432-4252	HYUNDAI REPENTIGNY 856-7794	MÉTRO HYUNDAI Montréal 485-0001	HYUNDAI VAUDREUIL 455-3677	HYUNDAI DE CHATEAUGUAY 699-8555	LONGUEUIL HYUNDAI 670-2080
HAMEL HYUNDAI St-Eustache 974-0440	HYUNDAI BLAINVILLE 434-5484		VALLEYFIELD HYUNDAI 370-3330	LA PRAIRIE HYUNDAI 659-2500	HYUNDAI VARENNES 652-4979 / 875-1978	SERAY AUTO INC. Chamby 875-1999

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



AZERBAÏDJAN

Manifestation

■ Environ 5000 membres de l'opposition ont défilé à Bakou pour demander la démission du président Heidar Aliiev, la première manifestation d'importance dans la capitale depuis l'accession au pouvoir de M. Aliiev il y a cinq ans. L'ancien président Abulfaz Elchibey et l'ancien président du Parlement Isa Gambar ont exigé le renvoi du gouvernement et répété leur appel au boycottage des élections présidentielles du 11 octobre. Le président Aliiev, qui est accusé d'autoritarisme et d'atteinte aux droits de l'homme par les opposants, avait accédé au pouvoir en 1993 après un soulèvement militaire qui avait forcé M. Elchibey à fuir la capitale.

d'après AFP

PÉROU

Accord-Équateur

■ Une démarcation définitive et le déminage de la frontière entre le Pérou et l'Équateur, sont les principaux objectifs soulignés à Lima par plusieurs personnalités politiques, après l'accord de séparation des forces survenu jeudi à Quito. Les quatre garants (Argentine, Brésil, Chili et États-Unis) ont confirmé en mai dernier que la frontière passait par les crêtes de la Cordillère du Condor, conformément au Protocole de Rio de Janeiro signé entre les belligérants en 1942, après un premier conflit armé. Deux autres ont suivi en 1981 et 1995.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Élections

■ Le président du parti social-démocrate allemand (SPD) Oskar Lafontaine a refusé d'exclure l'éventualité d'une coalition avec les Unions chrétiennes après les élections législatives du 27 septembre. Dans un entretien publié par le quotidien *Die Welt*, M. Lafontaine ne juge pas souhaitable une telle coalition. Gerhard Schroeder, rival social-démocrate du chancelier Kohl, avait affirmé le 7 août qu'il négocierait d'abord avec les Verts (écologistes) la constitution d'un gouvernement si son parti arrive en tête du scrutin. C'est seulement s'il ne parvenait pas à un accord avec eux qu'il négocierait avec les Unions chrétiennes CDU/CSU.

d'après AFP

PARAGUAY

Nouveau président

■ Raul Cubas Grau a prêté serment, devenant ainsi président du Paraguay pour un mandat de cinq ans, lors d'une cérémonie au siège de la banque centrale. Le 10 mai dernier, Raul Cubas Grau, candidat du parti Colorado (gouvernemental), avait facilement remporté les élections présidentielles. Les chefs d'État de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay, du Chili, du Pérou, de l'Équateur et de la Bolivie assistaient à la cérémonie, ainsi que le prince Felipe d'Espagne.

d'après AFP

VENEZUELA

Chavez favori

■ L'ancien putschiste Hugo Chavez reste favori des sondages avant les élections présidentielles du 6 décembre au Venezuela, avec 36 % d'intentions de vote contre 19 % à l'ancienne Miss Univers Irene Saez. L'ancien commandant de parachutistes, leader d'un putsch manqué en 1992, était crédité de 45 % d'intentions de vote dans un précédent sondage publié voici deux semaines par l'institut Datanalisis. Il est en tête des intentions de vote depuis mars.

d'après AFP

AFGHANISTAN

Combats

■ La milice fondamentaliste des talibans a affirmé qu'elle avait pris Albak, capitale de la province de Samangan (nord de l'Afghanistan) au cours d'une attaque contre les forces de l'opposition du nord. Albak est tombée après une forte résistance des forces du général ouzbek Abdul Rashid Dostam et du Jamiat-i-Islami de l'ancien président Burhanuddin Rabbani.

d'après AFP

Les Américains attendent de Clinton la vérité mais n'y croient pas trop

Agence France-Presse
WASHINGTON

Une majorité d'Américains pensent que le président Bill Clinton ne dira pas toute la vérité lors de son témoignage demain dans le cadre de l'affaire Lewinsky, selon un sondage publié hier par l'hebdomadaire *Newsweek*.

Parmi les personnes interrogées, 56 % pensent que M. Clinton ne dira pas toute la vérité lorsqu'il témoignera vers 13 h à la Maison-Blanche.

Mais seulement 24 % affirment que l'image du président sera à leurs yeux ternie s'il admettait avoir eu des rapports sexuels de quelque sorte avec l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche Monica Lewinsky.

La presse américaine a rapporté ces derniers jours que Bill Clinton et son équipe d'avocats étudiaient la possibilité de reconnaître un certain type de rapports sexuels avec la stagiaire.

Dans le cas où les tests d'ADN du FBI détecteraient une tache de sperme de M. Clinton sur une robe remise aux enquêteurs par M^{me} Lewinsky, les Américains ne sont que

29 % à penser que le président devrait être destitué.

Ils sont 34 % à estimer qu'il devrait demander pardon s'il a menti et 28 % que cela n'est pas nécessaire.

M. Clinton sera interrogé sous serment demain dans la salle des cartes de la Maison-Blanche, en présence de ses avocats privés David Kendall et Nicole Seligman et de l'avocat de la Maison-Blanche Charles Ruff.

Les 23 jurés populaires qui font office de chambre de mise en accusation suivront en direct la déposition du président, via un circuit vidéo, depuis le tribunal fédéral. Ils devraient pouvoir poser des questions par téléphone, via les procureurs.

Le sondage a été réalisé du 13 au 14 août auprès d'un échantillon de

750 adultes représentatif de la population américaine.

D'ici demain, le président américain devait consacrer de longues heures à préparer sa déposition, cherchant encore apparemment la meilleure façon de témoigner pour garder la confiance des Américains.

Lors de son allocution radio hebdomadaire, il n'a pas fait la moindre allusion à cette déposition historique, point essentiel du bras de fer qui l'oppose depuis quatre ans au très conservateur procureur indépendant Kenneth Starr.

Mais les spéculations font rage sur ce que va faire ou devrait faire demain M. Clinton, contraint à s'expliquer sur une liaison supposée avec la jeune Californienne, et sur son intention ou non de parler ensuite aux Américains, via un communiqué ou une déclaration télévisée, avant de partir en vacances.

Il n'était pas clair hier si le procureur indépendant Kenneth Starr conduira lui-même l'interrogatoire.

La Maison-Blanche n'a pas précisé ce que ferait ensuite M. Clinton, alors que ses conseillers politiques pensent qu'il lui faudra d'une façon ou d'une autre parler au

pays. Le plus probable serait une déclaration télévisée, selon le *Washington Post*, qui n'exclut pas non plus un communiqué présidentiel. Hillary Clinton serait en effet réticente à tout étalage public qui puisse blesser leur fille Chelsea.

Les trois quarts des Américains pensent en effet qu'il a menti en janvier, lorsqu'il avait affirmé sous serment ne pas avoir eu de liaison avec Monica Lewinsky, 25 ans. Selon un sondage publié vendredi, s'il le reconnaît devant les jurés, 71 % sont prêts à lui garder leur confiance.

Le *New York Times* a affirmé que M. Clinton envisagerait d'admettre devant les jurés avoir eu un certain type de contacts sexuels avec Monica Lewinsky, tout en faisant valoir que ce n'était pas, selon lui, des relations sexuelles à proprement parler.

M. Clinton éviterait ainsi de mentir demain, et pourrait avancer qu'il ne s'était pas parjuré en niant en janvier sous serment, puis en répétant aux Américains, qu'il n'avait pas eu de relations sexuelles avec l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche.

Les attentats en Afrique : suspect arrêté

Associated Press
ISLAMABAD

Un suspect dans les attentats visant les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie a été arrêté au Pakistan alors qu'il tentait de passer en Afghanistan, rapporte la presse d'Islamabad d'aujourd'hui.

Le quotidien *The News*, qui cite des sources gouvernementales s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, rapporte qu'un homme de 32 ans, Mohammed Sadik, aurait avoué avoir planifié les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, qui ont fait 257 morts et plusieurs milliers de blessés le 7 août.

La nationalité de cet homme, arrêté le même jour à l'aéroport de Karachi en provenance de Nairobi, n'a pas été précisée, mais le journal ajoute qu'il aurait bénéficié de l'aide au Kenya de sympathisants liés aux extrémistes du Jihad islamique égyptien.

Ni l'ambassade américaine à Islamabad, ni le département d'État à Washington, ni les enquêteurs fédéraux du FBI n'ont accepté de commenter ces informations.

Le ministère pakistanais des Affaires étrangères affirmait quant à lui ne pas être au courant.

Les soupçons s'étaient déjà portés sur l'Afghanistan, où vit en exil le milliardaire saoudien Oussama ben Laden, considéré comme le plus important des bailleurs de fonds du terrorisme islamiste dans le monde.

Toujours selon le même journal, le suspect aurait avoué que deux autres conspirateurs avaient quitté Nairobi eux aussi pour gagner l'Afghanistan via le Pakistan. Selon un autre quotidien, *Umat*, rédigé en ourdou, ces deux hommes auraient ensuite été également arrêtés.

Les Kényans réclament

Les Kényans attendent des contributions financières importantes, plus que des larmes, de la visite du secrétaire d'État américain Madeleine Albright, qui doit inspecter le site de l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi.

M^{me} Albright doit effectuer mar-



PHOTO AP

Huit jours après l'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi, des enquêteurs du FBI en étaient encore hier à recueillir des preuves sur la tragédie qui a fait 247 morts et plusieurs milliers de blessés.

di un bref voyage sur les lieux des attentats de Nairobi et Dar es-Salaam, et également rendre visite à des blessés dans des hôpitaux.

L'énorme explosion d'une voiture piégée le 7 août a tué 12 Américains et 32 Kényans, employés de l'ambassade, mais les dégâts à l'extérieur ont été bien pires.

Les avocats et les médias kényans ont accusé les États-Unis de négligence pour avoir implanté leur ambassade au cœur de Nairobi, où elle est entourée de hauts immeubles et d'un intense trafic de piétons et de véhicules.

De même, il n'y avait pas de Marines américains en armes à l'extérieur, juste des gardes kényans avec des matraques en bois, malgré les demandes faites par l'ambassadeur Prudence Bushnell, qui avait réclamé du département d'État de transférer l'ambassade dans un au-

tre lieu pour des raisons de sécurité.

Washington a refusé en arguant du coût que cela représentait, ont indiqué des sources américaines.

Le président Daniel arap Moi a évalué les dégâts à plus de 500 millions de dollars.

Les compagnies d'assurance ont annoncé qu'elles paieraient les assurances décès, mais pas les dommages commerciaux habituellement exclus si le dommage est causé par une action terroriste.

Des dizaines d'entreprises établies à proximité de l'ambassade ne pourront plus fonctionner pendant des mois, tant que les bâtiments ne seront pas réparés.

Le secteur du tourisme connaissait déjà de sérieux problèmes en raison du climat de violence qui a régné en décembre 1997 avant les élections générales.

L'évacuation des étrangers a débuté à Kinshasa

IAN STEWART
Associated Press, KINSHASA

Une fois de plus, comme lors de la chute du précédent régime zaïrois, des centaines d'étrangers, Français, Américains et Belges en tête, se sont retrouvés hier sur les rives du fleuve Congo pour quitter Kinshasa, menacée par l'avancée de la rébellion anti-Kabila et où ils sont en butte à une hostilité croissante. Alors que les États-Unis ont abandonné leur ambassade, on faisait état de combats entre rebelles et forces gouvernementales dans l'ouest.

Les premières barges ont commencé hier à assurer les navettes fluviales entre les villes-jumelles Brazzaville et Kinshasa, de part et d'autre du fleuve.

Les Américains ont donné le signal, abandonnant leur ambassade et évacuant leurs 20 derniers ressortissants par avion, à destination du Cameroun. La veille, 300 Américains étaient déjà partis.

À Paris, au Quai d'Orsay, on ajoute qu'au moins 300 personnes,

dont 250 Français, ont déjà pu traverser le fleuve. Un dispositif d'accueil a été mis en place par les 360 soldats français arrivés à Brazzaville à bord de deux Transall vendredi et hier.

Mais la France se refuse toujours à parler d'« évacuation » : les départs se font sur la base du volontariat et concernent les personnes « non-indispensables ». La France ne compte pas fermer son ambassade, a ajouté un porte-parole du Quai d'Orsay.

On indiquait de source bien informée qu'un premier vol au départ de Brazzaville devrait partir dans la nuit avec 170 passagers pour Paris.

De son côté, le gouvernement portugais a demandé l'aide des Français et Américains pour évacuer ses ressortissants, 180 Portugais et 250 binationaux se trouvant à Kinshasa.

Dans la capitale, en dépit d'un calme relatif, l'heure est à l'hostilité à l'égard des étrangers. La presse accuse les États-Unis de soutenir le Rwanda et la France de vouloir imposer un pouvoir néocolonial en RDC. La radio et la télévision

d'État abondent dans ce sens.

Hier après-midi, des milliers de Congolais, parmi lesquels des étudiants et des fonctionnaires, sont descendus manifester dans la rue leur soutien au président Laurent-Désiré Kabila, accusant eux aussi le Rwanda, la France et les États-Unis de déstabiliser le pays.

Devant l'ambassade de France, plusieurs centaines de personnes ont également manifesté leur colère. Une équipe de la chaîne de télévision française TFI a été brièvement interpellée par l'armée, à son hôtel. Les journalistes étrangers, notamment RFI, la BBC et Voice of America, sont accusés de faire le jeu des rebelles en diffusant des fausses nouvelles.

Tandis que la confusion demeurerait sur la présence ou non du président Kabila dans la capitale, un responsable militaire et un diplomate occidental, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, faisaient état de combats dans l'ouest, près de l'Atlantique. Ils ne fournissaient pas plus de précisions, mais les rebelles seraient à environ 300 km de Kinshasa, après avoir pris Matadi.

Cherchant encore à trouver une solution pacifique au conflit, les ministres des Affaires étrangères de Zambie, du Zimbabwe, de Tanzanie et de Namibie devaient s'entretenir au cours du week-end avec des responsables du régime Kabila. Mais le ministre de l'Information Didier Mumengi a estimé que tant que « des troupes étrangères » seront sur le territoire congolais, la seule solution sera militaire. Kinshasa affirme avoir dans ses cartons un plan de contre-attaque dans l'ouest.

Dans le même temps, l'insurrection s'affirmait sur le plan politique ; depuis le Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, Bizima Karaha, Tutsi d'origine rwandaise et ancien chef de la diplomatie congolaise passé à la rébellion, a annoncé la constitution du Mouvement démocratique congolais. L'objectif du Mouvement, qui regroupe des opposants à l'ancien dictateur Mobutu Sese Seko et à Kabila, sous la houlette d'Arthur Z'ahidi Ngoma, choisi comme chef de la rébellion, est d'instaurer un nouveau régime.

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



THE SUNDAY TIMES

Chicago Tribune

The New York Times

Los Angeles Times

Le vélo dans le vent

Dans l'Europe dévastée de l'après-guerre, le vélo était une façon courante de circuler, y compris dans les villes. Des films, de Jacques Tati ou d'autres, montraient régulièrement le facteur, le gendarme, le simple employé ou la ménagère de retour du marché se déplaçant à vélo. Un chef-d'œuvre du cinéma réaliste de l'époque, « Le voleur de bicyclette », rendait compte du drame d'un travailleur qui avait absolument besoin d'un vélo pour occuper un rare emploi disponible.

Dans un pays comme la Grande-Bretagne, le déplacement global à vélo pour l'année 1952 se chiffrait à 22 milliards de kilomètres; il ne représente plus aujourd'hui que cinq milliards de km, indique le *Sunday Times* de Londres.

Tout comme la bicyclette avait envoyé le cheval urbain à une retraite anticipée, l'automobile a, depuis la guerre, fait suivre le même chemin au vélo. Ou presque.

Il y a 10 ans à peine, presque personne ne circulait plus à vélo dans des villes comme Londres ou Paris. Cet été à Paris, j'ai été frappé par la multiplication des déplacements à vélo et, surtout, par la quantité impressionnante de morceaux de voies cyclables fraîchement aménagés. Sous diverses formes: passages marqués dans les rues — et même sur des ponts de la Seine —, autorisation de circuler sur certaines voies réservées aux bus, pistes cyclables ou voies protégées sur de grandes artères comme les boulevards Diderot ou Richard-Lenoir, voire sur le boulevard Saint-Germain.

C'est comme si on avait pigé, un peu partout où on pouvait le faire, des lisières de macadam pour les confier aux cyclistes. Cela donne pour l'instant un réseau riche quoique assez bancal, le cycliste se retrouvant régulièrement en manque de passage réservé, ce qui le replonge en concurrence directe avec l'automobile, jusqu'au prochain fragment de couloir protégé. Tout ça n'est pas encore très cohérent, mais paraît témoigner d'une volonté sincère d'en arriver à un plan global.

À Londres, c'est plus compliqué. On a dessiné les rues, étroites au départ, tellement serrées que les « lisières » à confier aux cyclistes n'existent à peu près pas. Ce qui n'a pas empêché pourtant l'autorité politique très centralisée dans ce pays de réfléchir sur l'ensemble du problème du vélo comme mode courant de déplacement des masses en Grande-Bretagne.

Nul autre que le premier ministre adjoint, John Prescott, a déposé en juillet un premier livre blanc sur le sujet. On a rapproché par exemple deux réalités: d'abord, les gens ne se déplacent plus quotidiennement à vélo, mais 21 millions de vélos dorment gentiment dans les entrepôts des ménages (contre 26 mns d'automobiles qui encombrant la voie publique); ensuite on a constaté que 72 %

de tous les déplacements de personnes dans le pays couvrent moins de huit km, et 50 %, moins de trois km. Et lors d'un sondage, on a constaté que 80 % des automobilistes seraient disposés à recourir fréquemment au vélo dans leurs déplacements. Ce qui les en empêche? La peur.

Une peur fondée: les cyclistes comptent pour moins de 1 % du trafic routier, mais pour plus de 10 % de tous les accidents graves qui y surviennent. C'est à partir de là que les choses se gâtent. Ranimer le vélo dans ce pays aux voies de circulation déjà extrêmement étroites signifie des investissements considérables. Le rapport du ministre Prescott consacre 150 pages à l'état du problème, mais deux pages seulement à des amorces de solution.

Ailleurs, pourtant, toutes sortes de programmes voient le jour. Des plans cyclistes ont fait par exemple que plus de 40 % des déplacements se font à vélo dans des villes comme Hanovre ou Munster en Allemagne. Ce pourcentage dépasse les 50 % dans des villes comme Groningen ou Delft, aux Pays-Bas. À leur manière traditionnelle, des Américains ont attaqué le problème autrement: une piste cyclable privée à péage a vu le jour à Pasadena en Californie.

Enfin, des esprits futuristes se sont attaqués au problème en imaginant, pour le déplacement à vélo, des corridors recouverts de verre et munis de souffleries, révèle le *Sunday Times*. Le vent aidant, le cycliste se déplace, en sécurité, à l'abri des intempéries et presque sans effort, à une moyenne de 40 km/h, contre 25 autrement, arrivant au travail disposés... et sans le vêtement imbibé de sueur.

Le concept, mis en marché par une entreprise américaine, Bicycle Transportation Systems, fait l'objet d'études au Laboratoire de recherche sur le transport du gouvernement britannique. Le président de BTS, Milnor Senior, est d'avis que ce moyen de transport coûte si peu cher d'installation qu'il peut très bien vivre du seul péage, sans investissement public. M. Senior négocie présentement avec la municipalité de Eindhoven, aux Pays-Bas, l'installation d'un segment démonstrateur du système.

L'idée de pistes fermées à souffleries n'est pas nouvelle: un projet du genre pourrait bientôt se greffer au pont d'Oresund, qui fait 17 km au-dessus d'un bras de la Baltique, entre le Danemark et la Suède.

Mais les gens de la ville de Québec vous diront: « Oui, mais nous, avec nos côtes, le vélo, vous savez... » Qu'à cela ne tienne: la ville de Trondheim, en Norvège, a le même problème. Or, elle vient d'inaugurer le premier remonte-pente pour vélo au monde: un câble installé sous la chaussée, laissant sortir par une fente un dispositif permettant au cycliste de s'y accrocher.

Le Tour de France est peut-être en chute libre, le vélo grimpe.

Rideau de fer demandé pour maison de verre

Les futurs présidents des États-Unis — une demi-douzaine peut-être — sont actuellement vivants et/ou vivantes et savent désormais ce qui les attend à la Maison-Blanche en termes de vie privée: tout au plus leur sera-t-il permis un huis-clos occasionnel avec leur conjoint ou leur avocat personnel. Pour le reste, les amis de longue date, les confidents de première ligne, les conseillers juridiques de la présidence, les gardes-du-corps, tout ce monde-là devient, à compter de 1998, susceptible de devoir témoigner de ses rapports détaillés avec le président des États-Unis sur demande d'un procureur indépendant du type Kenneth Starr. Un correspondant du *Chicago Tribune* à Washington s'en inquiète, pour l'avenir de l'institution.

Déjà que la bâtisse est truffée de micros et de caméras qui enregistrent de grandes séquences de vie à la Maison-Blanche à des fins de sécurité, y compris de larges pans de vie intime dans les appartements présidentiels... Jeffrey Jacobovitz, avocat de la préposée à l'agenda de la Maison-Blanche, Ellen McCathran, affirme que cinq filières de surveillance suivent pas à pas la vie de la grande maison. « Qui voudrait être président? Nous assistons à l'érosion de la fonction présidentielle », selon M. Jacobovitz; sans compter, précise-t-il, que la récente décision d'une cour fédérale brisant le rapport avocat-client touchera le cas échéant sénateurs et députés.

Quoi qu'il advienne de l'affaire Lewinsky, le président Clinton s'était déjà plaint en cour des conditions faites à l'occupant de la Maison-Blanche: « Il n'y a pas de rideaux dans le Salon ovale, il n'y a pas de rideaux dans mon bureau privé, pas de rideaux ni stores qui bouchent les fenêtres de ma salle à manger privée. (...) Les préposés à la sécurité (naval aides) circulent là sans réserve. »

De fait, en poussant à fond son enquête sur les comportements intimes du président, jamais un procureur indépendant n'était allé si loin.

Kenneth Starr procède en vertu d'une loi — la Loi sur l'éthique au gouvernement — qui date de 1978 et qui expire l'an prochain. En 20 ans, une vingtaine d'hommes et de femmes ont agi comme procureurs indépendants en vertu de cette loi, dans des causes à caractère criminel touchant du personnel politique de haut rang à Washington, allant du trafic d'influence à l'usage de cocaïne. Le *New York Times* a rencontré sept de ces procureurs indépendants pour connaître leur sentiment sur la reconduction de cette loi, née dans la foulée du Watergate. Ces sept procureurs affirment à l'unanimité avoir été heureux de servir dans cette fonction, mais une majorité estime que la loi couvre trop large, tant en termes de niveau

hiérarchique de personnel qu'en termes de délits potentiels.

La loi devrait « être restreinte aux décisions gouvernementales », croit Lawrence Walsh, qui fut procureur indépendant dans l'affaire Iran-contras. « Cette loi, dit-il, devrait se limiter à la mal-utilisation du pouvoir et ne devrait pas inclure les erreurs personnelles ou les indiscretions. »

Un autre ex-procureur, M^{me} Alexia Morrison, ne pense pas qu'il faille modifier la loi en profondeur; c'est plutôt la façon dont on s'en sert qui est en cause, dit-elle.

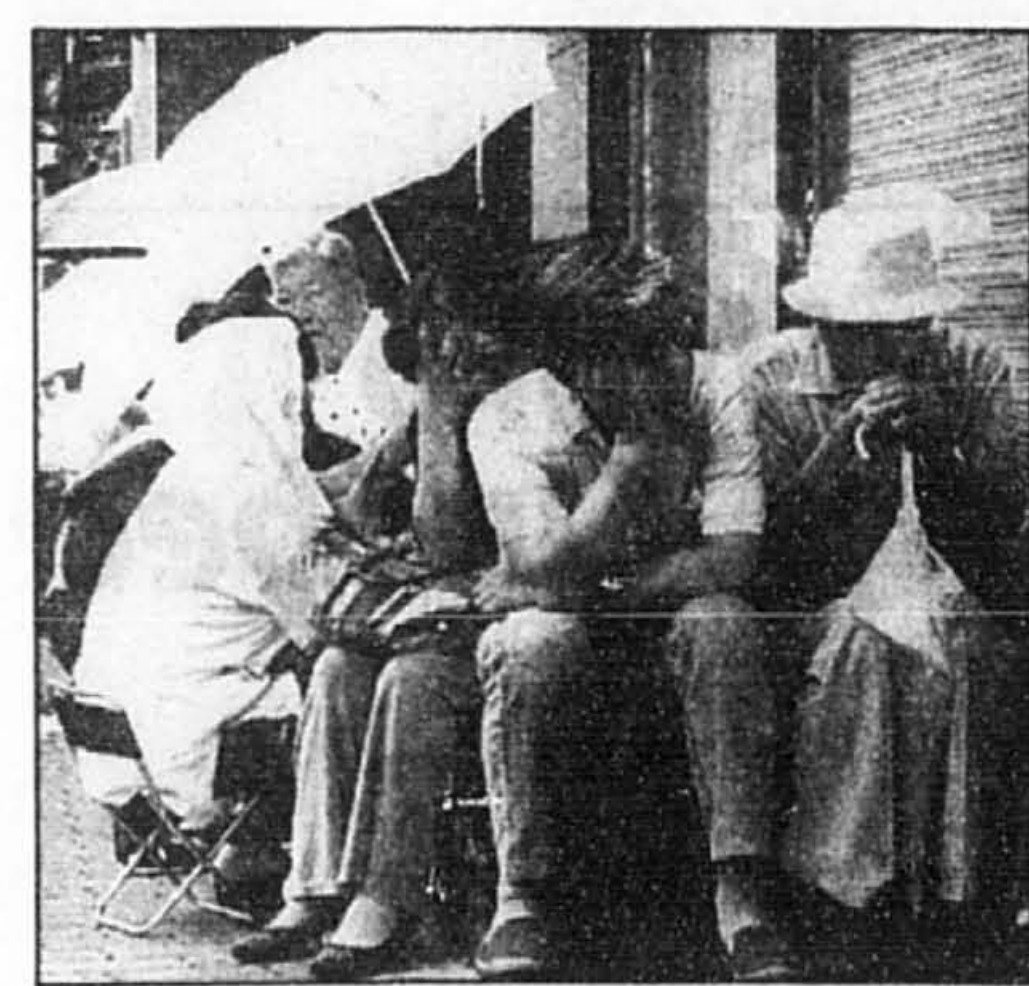
Une avocate, Elizabeth Holtzman, ex-député au Congrès, écrit dans une lettre au *New York Times* qu'en tant qu'un des rédacteurs de la loi touchant les procureurs indépendants, elle n'a jamais imaginé un instant qu'elle pouvait servir à faire enquête sur des accusations relatives « au comportement sexuel privé (et légal) du président ». Elle rappelle que la loi est née du Watergate où des délits criminels étaient en cause et que c'est dans cet esprit qu'elle a été rédigée. La fonction de procureur indépendant, ajoute-t-elle, a été créée pour faire enquête sur des abus de pouvoir.

Cela dit, l'Amérique entière et une partie du monde seront suspendus aux informations demain pour savoir ce que le président Clinton va dire de ses rapports avec Monica Lewinsky. En temps normal, n'importe quel citoyen américain aurait le droit de refuser de témoigner en invoquant le Cinquième amendement qui confère le droit de ne pas s'incriminer soit-même. M^{me} Holtzman rappelle qu'un président des États-Unis ne peut le faire parce que cela serait perçu comme un aveu de culpabilité. « M. Starr s'est donné pour mission de piéger le président », conclut l'avocate.

Dans l'intervalle, un universitaire de Virginie, Brian Balogh, estime que le procureur indépendant Kenneth Starr ne fait que récolter les fruits de l'évolution de la fonction présidentielle aux États-Unis au cours du 20^e siècle. L'historien est d'avis que le pouvoir présidentiel est devenu avec les années de moins en moins une affaire de guerre et de paix, de moins en moins une affaire de guérison des maux de la société, et de plus en plus une affaire de communication intimiste entre le président et les électeurs.

On aurait tort de croire, dit-il, que la prospérité actuelle explique seule la confiance des Américains envers leur président; la qualité de sa relation intime avec les citoyens joue beaucoup dans sa cote de popularité. Les gens attendent de moins en moins de leur gouvernement, en revanche ils veulent de plus en plus se reconnaître dans leur président, estime le professeur.

Si c'est le cas, Kenneth Starr peut avoir visé juste. Le bât a blessé, blesse et blessera.



The Sunday Telegraph

Équité

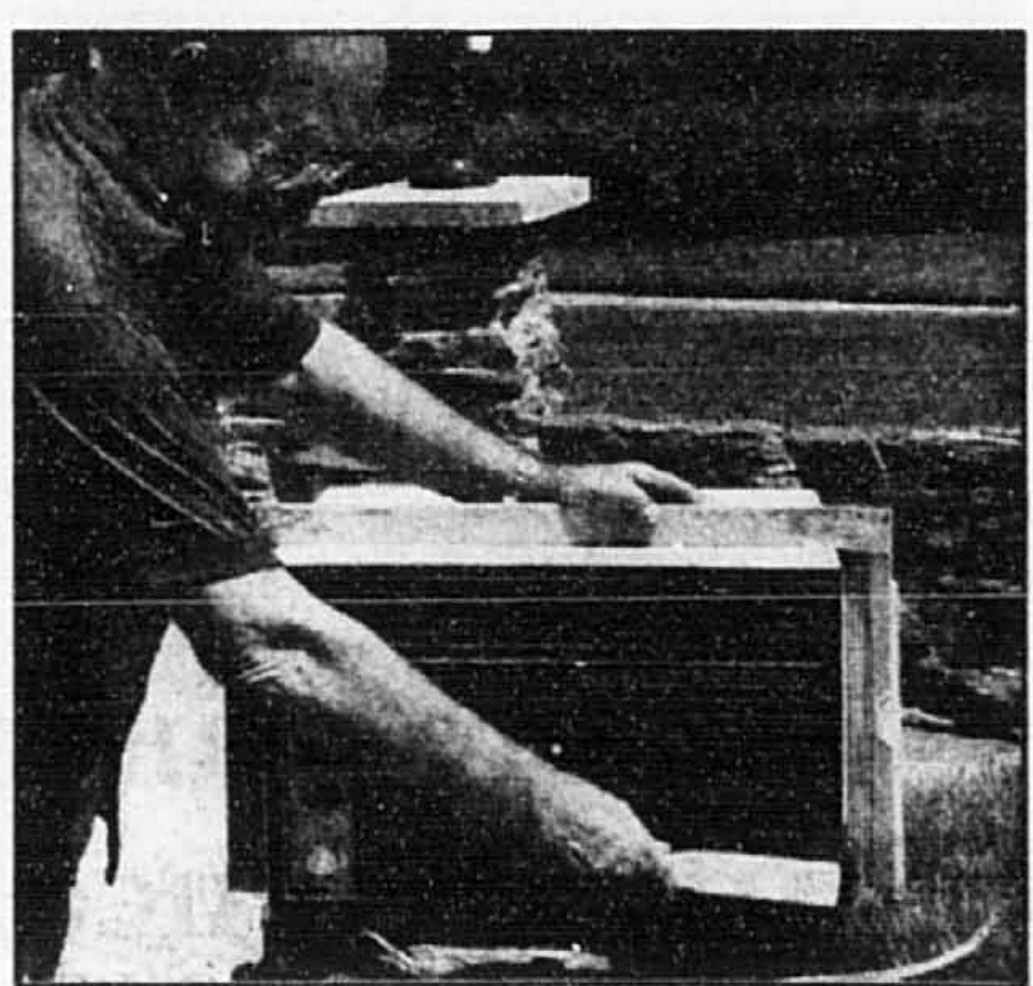
Les Japonais ont plus ou moins déserté les *sushi bars* de Londres, les lancements de la mode à Paris, les encans d'art à New York, mais ils y reviendront un jour. Pour l'instant, les choses vont plutôt mal dans le pays, financièrement et politiquement, et les Japonais rongent leur frein. Le grand patron de l'information internationale à la BBC, John Simpson, écrit dans le *Sunday Telegraph* de Londres, que les Américains pourraient payer cher l'arrogance qu'ils témoignent envers le Japon depuis que ce pays est en crise. De fait, les grands médias anglo-saxons ne cessent, depuis plusieurs mois maintenant, de harceler Tokyo sur ce qu'il devrait faire pour... ne pas nuire à l'économie américaine. Mais le phénomène dépasse les médias; il rejoint Washington, qui donne le ton. M. Simpson n'en revient pas que le président Clinton n'ait pas jugé bon de faire ne serait-ce qu'un arrêt de courtoisie à Tokyo au terme de son récent voyage en Chine. C'est plutôt la secrétaire d'État, Madeleine Albright, qui s'est rendue à Tokyo avec ses gros sabots, irritant en cela encore davantage les Japonais, pendant que le secrétaire au Trésor des États-Unis dressait une liste détaillée de choses que le gouvernement japonais doit faire pour aider l'économie américaine. M. Simpson estime que les Japonais, qui ont fait preuve d'une souplesse remarquable envers les États-Unis depuis la guerre, ne méritent pas cela. Et qu'ils s'en souviendront.



The Economist

Prospérité

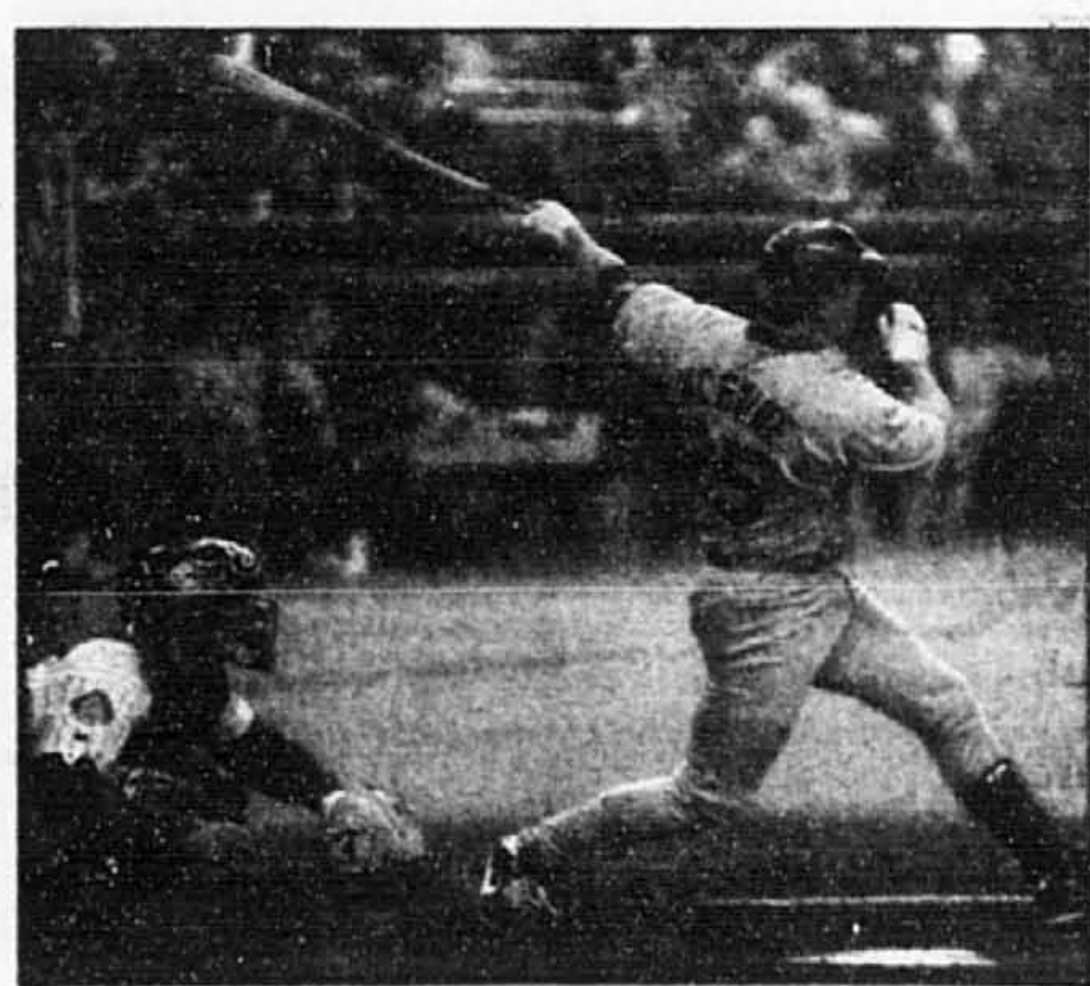
Qu'est-ce qui peut déclencher une bonne prise de bec politique plus qu'un déficit budgétaire? Un surplus budgétaire pardi! Le Canada vit la sienne autour du financement des services de santé et de la Fondation des bourses du millénaire, entre autres. La Californie, avec une population comparable à celle du Canada, prévoit un excédent de 4,2 milliards US dans son prochain budget et tant le gouverneur que la législature ont fait valoir leurs divergences sur son utilisation. On aurait pu réduire les impôts ou les taxes foncières, construire de nouvelles prisons, accroître les services sociaux, ou encore améliorer l'appareil scolaire, l'un des pires des États-Unis, estime l'hebdomadaire *The Economist*. Plusieurs voix, à la législature de l'État, se sont élevées en ce sens. Or, c'est le gouverneur, le républicain Pete Wilson — qui ne cache pas ses ambitions présidentielles — qui a gagné: le surplus budgétaire servira principalement à réduire les frais d'immatriculation des automobiles, qui baisseront de 75 % sur cinq ans. Les frais actuels sont de 185 \$, ils diminueront jusqu'à 50 \$. Le geste est évidemment de nature à accroître le parc automobile dans cet État qui compte déjà 24 millions d'automobiles. La Californie est pourtant à la pointe d'une autre lutte, destinée celle-là à forcer les constructeurs automobiles à réduire les émissions de gaz. Allez comprendre.



Chicago Tribune

Électricité

Les nordiques que nous sommes, qui vivent chaque année pas mal plus de jours sous zéro que de jours de canicule, connaissent assez celle-ci néanmoins pour apprécier les vertus de la climatisation, mais arrivent mal à se représenter l'ampleur du phénomène aux États-Unis. Une ville comme Chicago, quand même plus près du Canada que du Mexique, consacre, en période de chaleur, 23 % de sa consommation d'électricité à réfrigérer ses domiciles, et 18 % à rafraîchir ses lieux de travail ou de service, nous apprend le *Chicago Tribune*. Quarante-trois pour cent donc du pouvoir électrique de la ComEd (Commonwealth Edison, l'Hydro locale) fait marcher des climatiseurs, c'est-à-dire la puissance simultanée de sept centrales nucléaires. Ces chiffres aident à comprendre pourquoi Hydro-Québec salive à l'idée de vendre ses « surplus » aux Américains durant l'été. ComEd est largement déficitaire l'été. Le chroniqueur à l'environnement du journal convient que la climatisation est devenue un outil essentiel dans certaines circonstances, notamment dans les établissements de santé quand le thermomètre frise les 100 degrés F. Plusieurs centaines de personnes sont mortes lors d'une vague de chaleur en 1995. Mais ComEd considère comme un terroriste radical un fonctionnaire des Services de l'environnement qui affirme qu'un thermostat peut bien, certains jours, être fixé à 82 degrés plutôt qu'à 72 pour déclencher le climatiseur. Revenus obligent.



The Washington Post

Popularité

Les grands patrons du baseball respirent d'aise: la fréquentation de ce sport est en douce croissance, de 5 % à la télé, de 10,5 % dans les stades. Nul doute que la performance d'un Mark McGuire, des Cards de St. Louis, parti en chasse au record de circuits de Roger Maris pour une saison, explique le phénomène, selon le *Washington Post*. Les matches interligues ont aussi ravivé l'intérêt des amateurs. Autre note encourageante: les grands marchés comme ceux de New York (les Yankees), de Chicago (les Cubs) et le Sud de la Californie (les Angels) sont particulièrement actifs. N'empêche, ajoute le journal, l'industrie n'est pas sortie de ses peines à plus long terme, car les fans sont vieillissants et les nouvelles générations ne marchent pas fort. Un spécialiste en marketing de l'université de l'Oregon, Rick Burton, estime que si on ne réussit pas à intéresser les jeunes, les stades se videront à terme; des jeunes qui préfèrent de plus en plus jouer au basketball, au football et même au soccer. On estime aussi que le système du baseball professionnel est en train de s'auto-détruire en croyant faire cohabiter dans une même ligue des équipes qui touchent 150 millions de revenus et d'autres qui en touchent 50. Un professeur de Smith College, Andrew Zimbalist, croit que la disparité actuelle va entraîner une désaffection vis-à-vis du jeu dans les tiers des villes aux revenus les plus faibles. De fait, 14 des 28 équipes actives l'an dernier accusent une baisse de fréquentation cette année, malgré la statistique générale.

La personnalité La Presse de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF



SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 16 AOÛT 1998

Julie Payette

JEAN-PAUL SOULIÉ

Elle est ingénieur, elle est artiste, elle parle six langues, dont le russe, c'est une scientifique de haut calibre, une championne de triathlon, et elle a été sélectionnée parmi 5330 candidats pour faire partie d'une promotion de 44 astronautes. Aujourd'hui membre à part entière du très sélect club des astronautes de la NASA, Julie Payette, une Québécoise de 34 ans, vient de se voir confier une première mission dans l'espace. Le 13 mai prochain, elle sera à bord de la navette Discovery et quittera la Terre pour aller effectuer son travail de mise en place et d'arrimage des éléments de la station spatiale internationale en construction.

Quand elle reviendra sur la Terre, Julie Payette fera partie des quelque 400 humains, toutes nationalités confondues, qui auront été dans l'espace. Elle sera la première Québécoise de ce contingent de super-scientifiques aux qualités athlétiques élevées et aux réflexes sans failles. C'est à ce titre que Julie Payette a été choisie Personnalité de la semaine de *La Presse*.

Au mois de juin 1992, alors qu'elle venait d'être sélectionnée pour faire partie de la 16^e génération des astronautes que la NASA entraîne dans son centre de formation de Houston au Texas, Julie était nommée une première fois, dans cette page, Personnalité de la semaine. Depuis, elle a suivi une formation de « spécialiste de mission ». Reçue astronaute de la NASA le 24 avril dernier, elle faisait à nouveau les manchettes. Et la semaine dernière, encore une fois devant les caméras, elle a cité, en terminant son allocution, une petite phrase latine qui doit être la devise de sa promotion d'astronautes de la NASA : « Vers les étoiles... »

Tout un programme, qui peut mener très loin et faire rêver le commun des mortels. Pour Julie Payette et pour ses pairs, il ne s'agit pas d'un rêve, mais d'une réalité à conquérir à force de travail et de sacrifices. C'est l'autre partie de la devise, acceptée par tous.

On sait beaucoup de choses de Julie Payette. Des journalistes se sont déplacés jusqu'à Houston pour la rencontrer, un livre pour les enfants de dix ans et plus a été publié sur elle, à Montréal, et tout le monde connaît sa phrase favorite, héritée de sa mère : « Il y a toujours place pour l'amélioration ».

Née à Montréal, un frère et une soeur, parents retraités, Julie a 34 ans. Elle a fait de la musique pendant vingt ans, comme pianiste et comme choriste. Elle s'est produite avec le Choeur de chambre de l'Orchestre symphonique de Montréal, avec le Piacere Vocale de Bâle, en Suisse, et avec le Tafelmusik Baroque Orchestra Choir de Toronto.

Julie a travaillé pour IBM, au Canada et en Suisse, chez Recherche Bell-Northern à Mont-

réal, et pour l'Agence spatiale canadienne. Elle a appris à piloter des avions de chasse avec l'armée canadienne, fait du parachute, de la plongée, et à long temps rêvé de Jeux olympiques. Sa discipline préférée, le triathlon, est exigeante : 1500 mètres de natation, 40 km de vélo et 10 km de cross-country. Mais si elle se maintient en forme — « On régresse si on s'arrête ! » — elle a sans doute un peu oublié ses rêves de médailles d'or. D'ailleurs elle a trouvé le « sponsor » idéal, grâce à ses performances en sciences et à son extrême précision dans ses gestes et ses réflexes : la NASA.

Le grand patron de Julie Payette à Houston, l'administrateur de la NASA Daniel S. Goldin, était présent au Centre spatial de Saint-Hubert pour expliquer la mission confiée à Julie Payette. Spécialiste des interfaces machine-homme, elle aura la délicate tâche de manoeuvrer le désormais célèbre bras canadien pour

permettre à deux de ses collègues de connecter des câbles, d'arrimer les pièces américaines sur les éléments russes déjà dans l'espace. La mise en place de la station spatiale internationale se fera en une série d'étapes et de vols. En mai prochain, Julie sera chargée d'ouvrir le premier couloir, et avec ses collègues elle va ouvrir les portes et activer des systèmes de support de vie, tels que la climatisation, les purificateurs d'air. Ces travailleurs de l'espace vont préparer la station pour le premier équipage qui ira s'y installer.

« Travail de construction », a déclaré Julie en riant. Mais dans un environnement « hostile ». Dan Goldin, le patron de la NASA, compte sur ses astronautes, et en particulier sur Julie. « Ce qui frappe le plus, chez elle, c'est la rapidité de ses réflexes ! ». Dan Goldin sait bien que Julie Payette est devenue une héroïne, un exemple pour des milliers de jeunes, et que ses missions font rêver beaucoup de gens. Né dans le Bronx dans les années 40, le patron de la NASA a évoqué l'anniversaire de Maurice « Le Rocket » Richard, le 4 août : « Votre héros national m'a fait rêver, quand j'étais jeune », a-t-il dit. Julie fera peut-être rêver encore plus de gens en allant un jour faire les premières foulées d'une athlète de la Terre sur la planète Mars ! Pour cette mission-là, il faudra encore bien des améliorations, mais Julie Payette connaît ça.

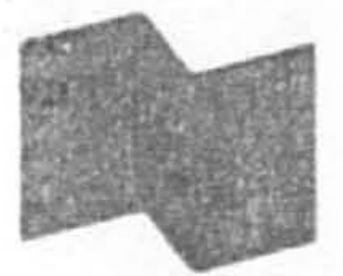
Elle sera la première Québécoise d'un contingent de super-scientifiques aux qualités athlétiques élevées et aux réflexes sans failles à se rendre dans l'espace.

Tout le monde connaît sa phrase favorite, héritée de sa mère : « Il y a toujours place pour l'amélioration ».



Ioto-Québec

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.



BANQUE
NATIONALE

il faut penser autrement



Hydro
Québec



Salut
Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité *La Presse* de la semaine

TVA